

Nouveau film d'Ève Lamont: L'Imposture p.6

Égypte : «révolution» avortée? p.8

Le Couac



AVERTISSEMENT Ce petit manuel a été retrouvé dans la chambre du beau-frère de Ben Ali, Belhassen Trabelsi, au Château Vaudreuil.

Petit manuel à l'usage des

dictateurs sur le déclin



Combattre a été et restera la charge de ma génération [...] Telle sera la charge des générations à venir.

ARIEL SHARON, 2001

ISABELLE BAEZ ET BRUNO DUBUC

Le présent manuel est à l'usage exclusif des dictateurs qui sont en poste depuis un minimum de dix ans. Il est le résultat d'études de cas et, même si les auteurs ne sauraient en garantir les résultats, sa présentation pratique et facile à comprendre fait de lui un outil essentiel pour tout dictateur devant faire face à une crise majeure.

Vous êtes donc en poste depuis de nombreuses années. La situation est stable, le pouvoir est entre vos mains, vous avez depuis longtemps muselé l'opposition et vous contrôlez l'armée. À l'occasion, des manifestations peuvent survenir, voire de très légers soulèvements. Vous avez compris, si vous avez bien lu notre Petit manuel pour la saine gestion d'une dictature durable, que ces agitations ne représentent aucune menace et sont même utiles pour identifier les éléments radicaux et les mettre hors d'état de nuire.

■ **JOUR 3** : si, exceptionnellement, le désordre perdure, décrétez tout simplement l'état d'urgence et un couvre-feu.

■ **JOUR 4** : ne nous voilons pas la face, la situation est grave et peut avoir désormais des conséquences à long terme sur vos alliés. Réservez immédiatement un temps d'attente sur toutes les chaînes de télévision. Faites une allocution solennelle, de préférence en contre-plongée, durant laquelle vous déclarez : «Peuple X, au nom de l'amour que je porte à notre pays, aucun chaos visant à miner la stabilité nationale ne sera tolérée.»

■ **JOUR 5** : décidément, rien n'y fait : la grogne se poursuit, mais demeure pacifique et de nombreux journalistes internationaux – que vous n'avez pas pu influencer –

accompagnent les manifestants. Il est temps de financer l'intervention des forces PIMP (Prisonniers, Itinérants, Mafieux, Pauvres) pour piller, semer le chaos, provoquer la violence, intimider les journalistes, etc.

■ **JOUR 6** : à ce stade, des morts, des incendies, du vandalisme de lieux sacrés, de musées ou d'autres trésors peuvent faire la différence. Si, contre toute attente, ce n'est pas le cas, annoncez en grande pompe des réformes mineures (remaniements, nominations, échanges de postes, chaises musicales, etc.).

■ **JOUR 7** : si vous lisez ces lignes, c'est que non seulement l'armée ne réprime plus les contestataires, mais affirme que leurs demandes sont légitimes.

■ **JOUR 8** : malgré vos échanges quotidiens avec nos services, il faut admettre que la situation devient ingérable. Il est temps d'accorder une concession, du moins théoriquement majeure : dites que vous ne vous représenterez pas aux prochaines élections (si tant est qu'un tel processus existe encore dans votre pays).

■ **JOUR 9** : le peuple vous rit au nez, des fleurs décorent les canons de vos tanks, vous êtes traité de momie ou autre quolibet, votre effigie s'orne d'une petite moustache, votre à femme a l'air inquiète. Restez près de votre téléphone : vous recevrez un appel sous peu.

■ **JOUR 10** : vous recevez l'appel, vous vous sentez trahi, votre femme prépare ses valises, le pilote de votre jet vérifie les conditions atmosphériques en Arabie saoudite.

■ **JOUR 11** : si vous avez quelque chose à dire à votre beau-frère, c'est le temps...

■ **JOUR 12** : il arrive à ce stade que vous ne puissiez résister à la tentation de vous accrocher au pouvoir. Résistez.

■ **JOUR 13** : si vous êtes assez stupide pour retourner à la télévision annoncer que vous confiez à votre bras droit ou à un haut responsable de l'armée les rênes du pays, ne comptez plus sur nous...

■ **JOUR 14** : qu'est-ce que vous faites encore là? Votre femme est déjà dans l'avion, les ministres français s'excusent d'avoir utilisé vos avions pour leurs vacances, les journalistes mettent la dernière main

à votre «viande froide»...

■ **JOUR 15** : c'est

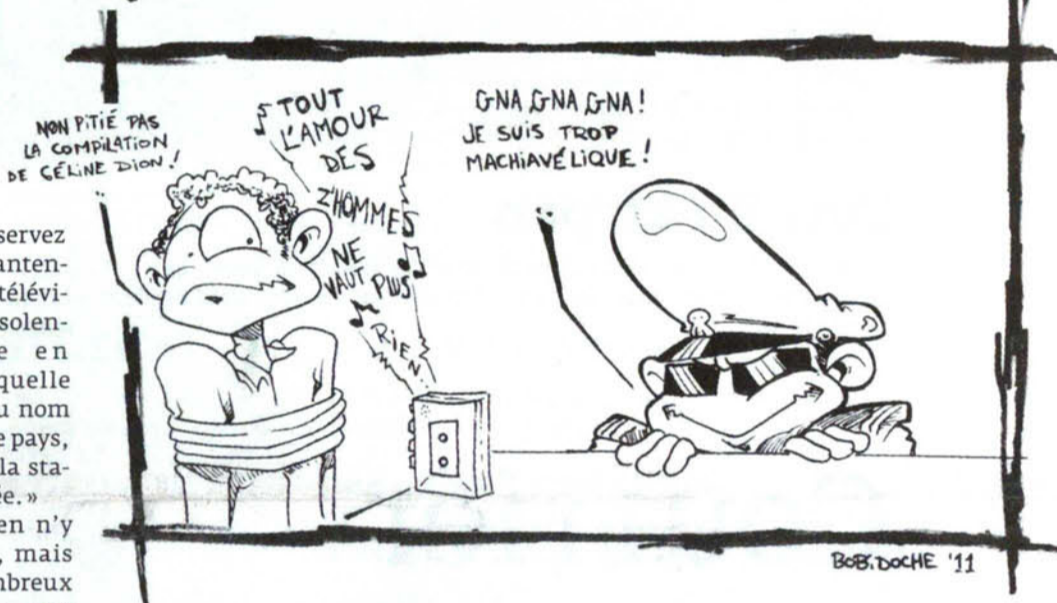
■ **JOUR 16** : fi

■ **JOUR 17** : ni...

■ **JOUR 18** : puisqu'on vous le dit!

■ **UNE SEMAINE PLUS TARD** : vos avoirs en Suisse ainsi que dans vos pays amis ont été gelés. On parle de vous traduire en justice. Nous ne saurions trop vous conseiller à ce stade de faire courir le bruit que vous êtes dans le coma, ou bien que vous souhaitez la mort, voire même que vous êtes mort. C'est la seule façon efficace de vous en sortir sans avoir à payer, à tous les niveaux.

JOUR 1



BOBIDOCHE '11

JOUR 2



BOBIDOCHE '11

Cependant, il peut arriver, dans de rarissimes conjonctures, qu'un rassemblement plus large de la population survienne. Cela peut par exemple arriver si vous n'avez pas, contrairement à l'exemple du bon élève chinois, pris les mesures nécessaires pour juguler les échanges sur les réseaux sociaux d'Internet.

Dans ce cas, il est impératif de suivre à la lettre les étapes suivantes.

■ **JOUR 1** : procédez comme à l'accoutumée procédure RAT (Répression, Arrestations, Torture).

■ **JOUR 2** : si, curieusement, le nombre de contestataires augmente au lieu de diminuer et que les manifestations s'étendent : procédez RAT au carré (si tant est que vous vous soyez laissé une telle marge de manœuvre).

Égypte

Le président Hosni Moubarak nie catégoriquement être à la tête d'une chaîne pyramidale.

MUSIRONIE

Fallait y penser

Pour ramener la stabilité en Égypte, Sarah Palin se prononce en faveur du retour des pharaons.

MUSIRONIE

Chaque chose à sa place

Stephen Harper veut des élections libres en Égypte, mais n'en veut surtout pas au Canada.

MUSIRONIE

Autres temps, autres moeurs

Belhassen Trabelsi, le beau-frère de l'ex-président de Tunisie a dû quitter sa chambre au Château Vaudreuil, jeudi dernier, sans avoir jamais pu obtenir d'audience auprès du roi.

MUSIRONIE

Honteuse méprise

L'envoyé spécial de TVA Nouvelles au Caire, Richard Latendresse, a été détenu pendant environ trois heures par les militaires égyptiens, qui l'ont relâché après s'être rendu compte qu'il ne s'agissait pas d'un journaliste.

MUSIRONIE

Un autre!

Maintenant qu'il a quitté le Caire, Hosni Moubarak annonce qu'il ira aider Haïti.

MUSIRONIE



PLOGUES



En mars à l'UPop...

Parlons cerveau, mardi à 19h

donné par Bruno Dubuc au Café Le Placard, 2129, avenue du Mont-Royal Est

- 1 mars Mettre l'eau à la bouche, ou quatre « grosses pointures »
 15 mars 1889 à 1920 : « Ah les joyeuses colonies... »
 29 mars 1920 à 1930 : Une enfance sous le signe du père

Plein gaz sur le schiste, lundi à 19h

animé par Eve-Lyne Couturier au café-bistro Aux Derniers Humains, 6950, rue Saint-Denis

- 7 mars Le Québec, pays du gaz de schiste... et du pétrole? - Invité : Alexandre Shields
 21 mars La révolution des gaz de schiste. Pourquoi en sommes-nous à exploiter cette ressource? - Invité : Normand Mousseau

Mythes et réalité derrière St-Germain-des-Prés, mardi à 19h

donné par Éric Dussault au Bar Populaire, 6584 boul. St-Laurent

- 8 mars Une « certaine jeunesse » et le « mal du (demi) siècle »
 22 mars Jazz à Saint-Germain-des-Prés

Qu'on science!, mercredi à 19h

donné par Louise Caroline Bergeron au Bar Populaire, 6584 boul. St-Laurent

- 9 mars Science et technologie : progrès ou désastre? Le principe de précaution - Invité : Victor Sheitoyan
 23 mars Petite histoire des grandes révolutions scientifiques - Invité : Serge Robert

UPop
 montreal

www.upopmontreal.com

Introduction à l'écologie sonore, mardi à 19h

donné par Charles de Mestral à l'Espace Contemporain, 5175, avenue Papineau

- 16 mars La modernité est sourde! - apprenons à écouter
 30 mars Perdue dans la métropole! - nous sommes des primitifs à la culture sonore déstructurée

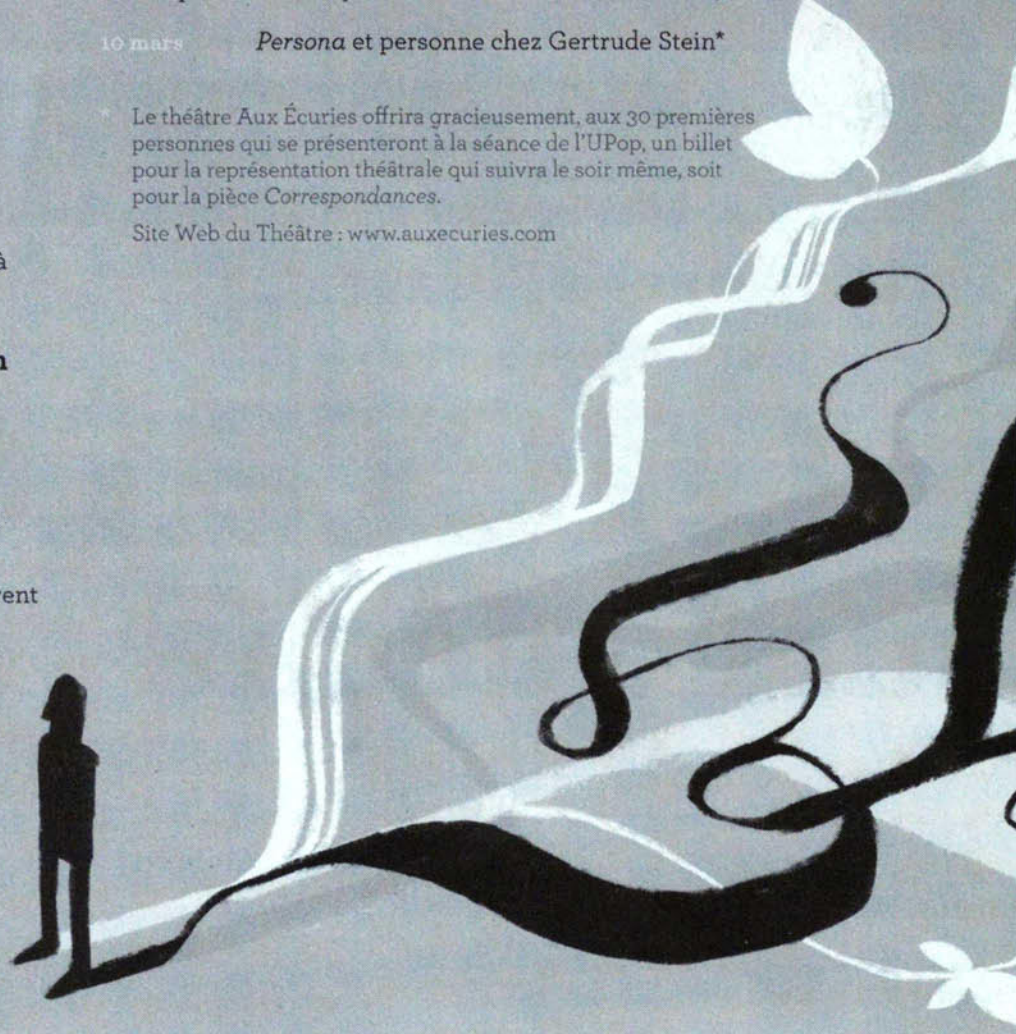
Théâtre et société : persona, skéné, drama, jeudi à 17h30

donné par Jean-François Côté au Théâtre aux Écuries, 7285, rue Chabot

- 10 mars Persona et personne chez Gertrude Stein*

Le théâtre Aux Écuries offrira gracieusement, aux 30 premières personnes qui se présenteront à la séance de l'UPop, un billet pour la représentation théâtrale qui suivra le soir même, soit pour la pièce *Correspondances*.

Site Web du Théâtre : www.auxecuries.com



Port du kirpan

Le chef du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff, pense que le kirpan a sa place au Parlement, mais demande à quelqu'un de bien vouloir retirer celui qu'il a dans le dos.

MUSIRONIE

Port du kirpan (bis)

Julius Grey se dit déçu du Parlement. Pour une fois, la population est d'accord avec lui.

MUSIRONIE

Courrier

La propagande de Quebecor contre la démocratie québécoise

[...] Quebecor est passé d'une organisation qui commente l'actualité à une entreprise qui crée l'actualité. Tout a commencé quand Amir Khadir, seul député de Québec solidaire et politicien le plus apprécié des Québécois, a passé une demi-heure dans la vigile du PAJU devant une boutique pour sensibiliser la population à la situation vécue par les Palestiniens.

D'abord, le *Journal de Montréal* a monté en épingle cet événement. La quasi-totalité des chroniqueurs du journal ont commenté l'affaire. Certains l'ont même commenté à plusieurs reprises jusqu'à aujourd'hui, deux mois après les événements. Le *Journal de Montréal* a été longtemps le seul média à considérer ce fait divers comme d'intérêt public.

Ensuite, Éric Duhaime, chroniqueur au *Journal de Montréal*, s'est mis à organiser un mouvement contre le PAJU et Amir Khadir. Ce mouvement a organisé plusieurs actions qui, comme par hasard, ont été couvertes uniquement par le *Journal de Montréal*.

La concentration de la presse est une nuisance pour toute démocratie. Par contre, quand Quebecor, qui contrôle 46 % du tirage des journaux francophones au Québec, se met à utiliser ses journaux pour mousser ses propres cabales contre des élus, notre démocratie devient sérieusement mise en danger.

Le gouvernement du Québec et la Caisse de dépôt et de placement du Québec, qui a acheté 45 % de Quebecor avec l'argent des contribuables, ont le devoir civique de s'assurer que l'empire Quebecor recommence à faire du vrai journalisme avant que Pierre-Karl Péladéau ne devienne le Silvio Berlusconi du Québec.

SÉBASTIEN ROBERT

C'est inadmissible!

Ça devient l'enfer sur le Plateau, quatre jours après la dernière bordée de neige. Que fait le maire? Que fait la police? À l'âge que j'ai, j'aurais espéré un peu plus de respect de la part de l'administration du Plateau. C'est ça qui arrive, quand on met des communistes au pouvoir!

Car ce que je veux dénoncer ici s'apparente à la pire barbarie du goulag. Je résume le déroulement de cette catastrophe. Tout avait pourtant bien commencé avec deux petites chutes de neige rapprochées que les grattes avaient rapidement repoussées sur le bord de la rue. Les bancs de neige ainsi créés avaient l'avantage de nous cacher les horribles boîtes de tôle sur roues qui s'enlignent à l'infini sur le bord de nos rues, polluant ainsi notre paysage visuel de leur seule présence, sans parler de l'espace public ainsi confisqué par cette dépendance privée.

Comme les gens de mon âge qui commencent à avoir un peu de difficulté à marcher, je profitais alors des trottoirs rapidement déneigés et des intersections sécurisées par ces mesures d'apaisement de la circulation naturelle que sont les bancs de neige. En plus, en obligeant les autos à rouler moins vite, ces avancées de neige dans les rues abaissent considérablement le niveau sonore excessif de nos villes. Bref, c'était le bonheur. J'ai même vu un skieur de fond sortir du parc Lafontaine et continuer sa randonnée sur le trottoir enneigé jusque chez lui.

Et puis, un soir, tout a basculé. D'abord un bruit de sirène répétitif et aliénant qui m'a sorti de mon sommeil toujours difficile. Puis les vibrations, comme un tremblement de terre, qui ont fait tomber et se briser sur le sol un de mes bibelots de porcelaine préférés. Je me rue alors à la fenêtre, et qu'est-ce que je vois? La guerre! Des chenillettes qui fracassaient les beaux bancs de neige, des grattes immenses qui empilaient les débris de glace au milieu de la rue et

des souffleuses voraces crachant violemment toute cette belle blancheur dans d'énormes camions.

Le lendemain matin, tout n'était que désolation devant chez moi. Le retour des boîtes de tôle redevenues omniprésentes, les rues trop larges qui encouragent les voitures à rouler à 50-60 km/h, le bruit, l'insécurité... Je vous en supplie, messieurs et mesdames les élu(e)s, si vous avez encore la moindre considération pour la qualité de vie des résidents de votre arrondissement, mettez vos culottes et pensez au vrai monde!

YVON D. NEIGER, RETRAITÉ

« Les résidents du Plateau prisonniers de la neige (24 Heures, 10-02-11) »

Au secours! Les citoyens du Plateau sur le point de manquer de vivres! Certains ont dû manger leurs animaux de compagnie et boire leur urine pour rester en vie! Les autorités décrètent la mise sur pied de morgues de fortune pour entasser les cadavres jusqu'au printemps. Épidémie de choléra appréhendée.

Témoignage d'un résident

Ce que je trouve le plus dur dans tout ça, ça va être d'annoncer la nouvelle à notre petit bonhomme de 9 ans... à propos de ses cochons d'Inde... Mais on a-tu vraiment le choix, on parle de survie ici, non?

POUR S'ABONNER

Six mois : 17,71 \$ + taxes = 20 \$

Un an : 31,01 \$ + taxes = 35 \$

Deux ans : 53,15 \$ + taxes = 60 \$

Abonnement institutionnel

et de soutien : 53,15 \$ + taxes = 60 \$

Abonnement de groupe d'un an

(10 copies par parution) : 230,34 \$ + taxes = 260 \$

Abonnement d'un an à l'étranger :

44,30 \$ + taxes = 50 \$

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

COURRIEL

PAR TÉLÉPHONE 514.596.1017

PAR LA POSTE Le Couac, 6940, rue Jogues
 Montréal (Québec) H4E 2W8

Adressez votre chèque à : **Le Couac**

Le Couac

6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8

514.596.1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

CO-RÉDACTEURS EN CHEF Guillaume Beaulac, Bruno Dubuc,
 Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS Isabelle Baez, Louise Caroline Bergeron, Sylvie Berthaud, Robert Bibeau, Catherine Boudin, Eve-Lyne Couturier, Marc-André Cyr, Bruno Dubuc, Martin Dufresne, Bruno Fortin, Laura Handal, Emilie E. Joly, Sylvie Lapointe, Johanne Roussy, Mariepier-Santoire-Rémillard, Bertrand Schepper, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin, Ramon Vitesse.

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS Bobidoche, Boris, Serge Ferrand, Luc Giard, Marco Silvestro, Ramon Vitesse.

CORRECTION Martin Dufresne

MISE EN PAGE Coopérative Molotov - molotov.ca

IMPRIMÉ PAR Hebdo-Litho

DISTRIBUÉ PAR LMPI

Abonnement et publicité : 514.596.1017

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec

Vous voulez collaborer au Couac?

Envoyez-nous vos textes (maximum 700 mots), dessins, photomontages par courriel au info@lecouac.org.

www.lecouac.org

Rouge, bleu ou brun

LES MULTIPLES GRIMACES DE LA MÊME GROSSE FACE

MARC-ANDRÉ CYR

Sans les contours rationnels dont tentent de l'habiller ses intrépides porte-parole, le capitalisme n'aurait que très peu de légitimité. Ce mode de production ne vise pas à combler les besoins des gens, il n'a même rien à voir avec la création de richesse réelle : sa finalité, c'est la création de valeur abstraite, l'argent. Notre société produit de plus en plus de marchandises inutiles, tout en courant tout droit vers la crise éco-

néolibérale et la conservatrice. L'extrême droite, à travers le Réseau Liberté Québec, quelques intellectuels et quelques animateurs radio consanguins de Québec, a également voix au chapitre en tant que critique de ces trois tendances principales.

Aucun spectre en vue

Et la gauche ? Le Parti québécois n'est-il pas un parti de gauche ? Soyons sérieux : la gauche n'a qu'un seul député, un social-démocrate qui n'a rien d'un radical et qui désire prendre le pouvoir (avant la fin du monde, si possible)

Bleu, rouge ou brun, les différences sont donc négligeables, à un point tel que les personnalités publiques en deviennent interchangeables.

Pour accepter de vivre dans une telle société, il nous faut croire que la vie est faite de souffrance, de sacrifices, d'obéissance, de travail et de châtiements, tout comme il nous faut croire que les formes actuelles de vivre ensemble – Marchandise, Valeur, Salaire, Argent... – sont rationnelles et éternelles. Ces croyances forment le socle sur lequel repose la légitimité du système. Personne ne peut les remettre en cause sans passer pour extrémiste ou fou.

Partant de ces quelques croyances, l'idéologie dominante québécoise se décline en trois grandes et sages familles : la famille sociale-libérale (de type troisième voie à la Blair), la

afin de redistribuer la richesse produite en société. Son programme ressemble à celui du Parti québécois des années 1970 ; mais, malgré sa grande modération, QS se situe à la frontière de l'acceptable et ce n'est que du bout des lèvres qu'on reconnaît sa légitimité dans l'espace public. Les épithètes à son égard sont des plus grossières : « extrémiste », « islamiste », « ultragauchiste »... La social-démocratie classique, qui s'étendait massivement sur l'Occident au sortir de la Deuxième guerre, avant qu'elle ne prenne le virage néolibéral des années 1980, est désormais considérée, du moins au Québec, comme la frange « extrême » de la gauche parlementaire.

S'il existe quelques personnalités publiques progressistes dans le monde universitaire et médiatique, ces dernières – contrairement à leurs homologues de droite – sont extrêmement

nuancées et modérées. Ces tribuns sont la crème de jour, le mascara de la grosse face du capital. L'humour les aide généralement à faire passer leur message, et c'est précisément parce qu'ils ne critiquent pas la loi marchande, mais bien ses effets « excessifs », qu'on tolère leur présence.

Le pouvoir n'a donc pas plusieurs visages, mais un seul, unique en réalité et pluriel en apparence. Il cligne de l'œil, morve et bave un peu, mais ses contours restent finalement toujours les mêmes. Il répète constamment les mêmes balivernes et son vocabulaire ne tient qu'en quelques mots-clés. Ces concepts publicitaires agissent comme des pistons ponctuant son discours ennuyant : Démocratie, Marché, Croissance, Nation, Civilisation... contre Totalitarisme, Chômage, Communisme, Islamisme...

La dite grosse face

Bleu, rouge ou brun, les différences sont donc négligeables, à un point tel que les personnalités publiques en deviennent interchangeables. Prenez... Jean Charest, enfoncez-lui un peu de social-libéralisme dans le cervelet, il deviendra Pauline Marois, ministre de l'Éducation et de la Santé pendant les belles années du déficit zéro. Cette dernière, si on lui retire une jambe (dans un hôpital qu'elle n'a pas fermé) et quelques espoirs envers la souveraineté du Québec, deviendra Lucien Bouchard, cet ancien conservateur qui se disait social-démocrate tout en coupant dans les services sociaux. Faites renaître ce dernier dans le comté de Duplessis, il se transfigurera alors, odeur de campagne et nouvelle jambe en prime, en Mario Dumont. Ce régionaliste démagogue, une fois sa balade en 4x4 terminée, pourra achever son

doctorat en sociologie (c'est plutôt facile, même si ça coûte de plus en plus cher) et devenir, vous l'avez deviné, le chanoine Bock-Côté, cet élégant défenseur du Front national et subtil pourfendeur d'immigrant-e-s.

Et si vous n'en avez pas encore assez... alors reprenez l'espèce de dinde nerveuse de l'UQAM, enlevez-lui le drapeau du Québec qu'il a de coincé quelque part (procédez délicatement, quand même, il pourrait en sortir quelque Facal) et faites-le travailler quelques années pour la CIA ; il deviendra ce radical porte-parole du marché un tantinet fêlé... Eric Duhaime. En un délicat claquement de doigt, ce dernier se transforme – attention, cœurs sensibles – en Richard Martineau, ce voleur de job imbécile, réactionnaire et prétentieux. Remettez le drapeau à sa place (délicatement ou non, c'est selon), et le Martineau deviendra à son tour Jacques Brassard, ce néoconservateur radical bien de chez nous, qui considère que le réchauffement de la planète est une invention de gauchistes. Faites-lui gagner des élections fédérales (désolé, mais il faudra encore une fois retirer le drapeau... et en insérer un autre), et il deviendra, en un tour de poignet... Stephen Harper, notre très cher premier ministre.

À bien des égards, le capitalisme est un système absurde. Dénué de ses fables et mis à nu par la critique, ses contours de plastique suintent le sang, la sueur et la médiocrité. Comme il est de moins en moins facile de transfigurer ce sang en vin, cette sueur en marchandise et cette médiocrité en mode de vie, ses porte-parole deviennent plus intolérants et poussent la critique à la rue. Reste à espérer que cette dernière repartira un jour à l'assaut du ciel pour en déboulonner les mythes.

Débandade de l'élite

Malgré une commandite de Viagra, le 41^e Forum Économique de Davos a été marqué par un climat d'impuissance.

MUSIRONIE

Constitution

Haïti vient tout juste de signer sa déclaration de dépendance.

MUSIRONIE

Rapport Bastarache

Le Commissaire remercie Jean Charest et Marc Bellemare de lui avoir donné un emploi.

MUSIRONIE

Holy Schiste!

LAURA HANDAL ET BERTRAND SCHEPPER

À l'aube de la remise tant attendue du rapport du BAPE sur le développement du gaz de schiste au Québec, nous nous sommes penché-e-s sur les affirmations de l'industrie gazière qui prônent le développement de cette filière énergétique. L'industrie prétend que le Québec sera avantagé en implantant le gaz de schiste, car l'énergie produite par ce gaz naturel sera plus propre que le charbon ou le mazout, qu'elle permettra d'atteindre l'indépendance énergétique au Québec et qu'elle sera économiquement viable pour les contribuables québécois-es. Or, à l'étude de ces trois affirmations, rien n'indique que les québécois-es sortiraient gagnant-es de l'implantation de l'industrie du gaz de schiste sur le territoire.

Avec des émissions annuelles de 4,1 millions de tonnes de CO₂, l'industrie pourrait alourdir de 5 % par année le bilan québécois de gaz à effet de serre. Ces émissions correspondent, par ailleurs, à 82 % de l'objectif de réduction inspiré de Kyoto. Ce qui veut dire que même si on atteignait cette cible (soit des émissions de 2012 de 6 % inférieures au niveau de 1990), l'arrivée de l'industrie en 2012 viendrait pratiquement annuler ces efforts de réduction. Si l'on fait la comparaison avec le mazout ou le charbon, l'industrie du gaz de schiste ignore le contexte québécois de l'énergie et fait fi des risques de fuites de méthane lors du transport du gaz. Ce qui fait du gaz de schiste un choix questionnable du point de vue de la lutte aux changements climatiques.

Cette filière ne garantira pas non plus l'indépendance énergétique du Québec puisque, ironiquement, c'est une ressource extrêmement énergivore. Pour le gaz de schiste, on n'obtient qu'entre 1 à 2 unités d'énergie par unité (ex. de diesel) investie dans la production. Il s'agit donc d'une ressource très coûteuse à produire sur le plan énergétique. En comparaison, dans le cas du pétrole, on obtient 10 barils par baril consommé pour son exploitation. Le ratio s'élève à 25:1 dans le cas de l'électricité éolienne. Des coûts énergétiques aussi élevés font en sorte qu'on devra puiser dans les ressources en énergie du Québec pour la simple production du gaz de schiste. Cela pourrait nuire à la viabilité de nos réserves en énergie à long terme. De plus, puisque la ressource appartient à l'entreprise privée, celle-ci aura toute la liberté de contracter l'énergie ailleurs qu'au Québec.

De plus, nous remarquons des expériences extérieures que les puits d'extraction du gaz de schiste atteignent leur plus haute rentabilité dans la première année d'opération (il ne faut pas se surprendre que les industries demandent des exemptions de redevance sur les 2 premières années d'exploitation). Généralement, les puits tombent sous le seuil de rentabilité après une période de 5 à 10 ans. Par la suite les entreprises ont tout intérêt à construire de nouveaux puits pour extraire le maximum de gaz de manière rentable. Ce qui veut dire que, pour le moment, lorsque le Ministère des Ressources naturelles et de la Faune prétend que le territoire québécois possède pour 200 ans de consommation en énergie, il surestime les capacités d'extraction et les intérêts financiers de l'industrie privée.

Du strict point de vue économique pour les contribuables du Québec, une simple analyse coût/bénéfices démontre que l'implantation de l'industrie du gaz de schiste représente une perte de plus de 1 milliard de dollars sur 20 ans, soit environ 50 millions de dollars annuellement. On réalise que l'arrivée de l'industrie du gaz de schiste nécessiterait une transformation majeure des infrastructures du Québec comme le réseau des usines de traitement des eaux ou les routes. Comme dans bien des cas, c'est le public qui assumera les coûts pendant que le privé empochera les profits. De plus, le privé bénéficierait de généreux crédits d'impôt remboursables qui représente un manque à gagner de 150 M\$ annuellement. De plus, nos analyses basées sur l'exemple de l'État de New York démontrent que les 5 000 nouveaux emplois promis par l'industrie sur le territoire québécois ne seront pas au rendez-vous. Il faut plutôt prévoir environ 1 200 nouveaux emplois, ce qui est loin du compte.

Toutes ces analyses économiques restent conservatrices puisque nous ne pouvons évaluer pour le moment un ensemble de facteurs comme les conséquences économiques sur le système de santé d'une pollution de l'air concentrée dans le centre du Québec, ou le manque à gagner pour l'État des crédits d'impôt lié à l'action accréditive. À titre d'exemple, au profit de l'industrie minière le gouvernement se prive de 30 M\$ annuellement en permettant ces actions accréditives. Ainsi, quoiqu'en disent la Fédération des chambres de commerce du Québec, l'arrivée de l'industrie du gaz de schiste représentera plus de coûts au contribuable que de bienfaits.

Bref, pour la création d'une poignée d'emplois, le Québec risque de continuer de favoriser une industrie qui va nous éloigner des objectifs du protocole de Kyoto, ne permettra pas d'atteindre l'indépendance énergétique et coûtera 50 millions de dollars annuellement au contribuable du Québec.

Veillez noter que la note *Gaz de schiste : une filière écologique et profitable pour le Québec ?* est disponible gratuitement à l'adresse internet suivante : <http://www.iris-recherche.qc.ca>.

Lulu et les gaz de schiste



DORMONS-NOUS AU GAZ ?

SYLVIE BERTHAUD

Le film *Gasland* continue à être présenté dans les collectivités visées par l'exploitation de gaz de schiste. Il révèle des répercussions terribles, dont la pollution des nappes phréatiques (les réservoirs d'eau potable du sous-sol) sur une étendue incroyable. Aux USA, des gens ne peuvent plus utiliser leur puits ni même se laver, des vapeurs toxiques s'échappent de leur robinet au point que l'on peut enflammer l'eau. Des poisons dans l'air qu'ils respirent déclenchent toutes sortes de maladies.

Pourquoi n'en parle-t-on pas plus ? Parce que les propriétaires qui acceptent de l'argent des compagnies doivent signer un contrat de confidentialité. Parfois, des compagnies qui exploitent ces gaz de schiste, bien qu'elles nient être à l'origine de l'empoisonnement de l'eau, fournissent à certain-e-s citoyen-ne-s d'énormes citernes qu'ils et elles doivent tenir cachées dans un garage ou une grange.

Ce sont maintenant des Québécois-es qui subissent à ces pressions, au risque d'une expropriation s'ils et elles refusent. Même si la somme proposée pour s'installer sur votre terrain peut sembler alléchante, posez-vous la question : « Est-ce que ça peut acheter votre santé ou le labeur fourni depuis des générations pour développer votre patrimoine familial ? » Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage. D'après un dossier d'André Bouthillier publié dans *L'Aut'journal* de novembre 2010 (<http://3.ly/Cneg>), la « filière Caillé, Vandal, Charest » exercerait un réel sabotage de la capacité en énergie du Québec, avec des prête-noms à la solde de compagnies étrangères.

On parle de crise énergétique. Mais iriez-vous faire vos achats à Ottawa si vous ne disposiez que de 200 litres d'essence pour l'année ? Pourquoi alors continuer à importer des produits qu'on trouve ici ? Quel est le coût énergétique d'une pomme de Chine ou d'un agneau de Nouvelle-Zélande une fois arrivés au Québec ? Réduisons de tels gaspillages et développons des énergies renouvelables, locales et communautaires : nos finances et notre santé ne s'en porteraient que mieux.

Éviction de locataires

Les rouages de la gentrification

SYLVIE LAPOINTE

Les locataires de notre immeuble de six logements ont reçu comme cadeau de Noël, le 24 décembre dernier, un avis d'éviction de notre nouveau propriétaire.

Ce propriétaire s'est avéré être une compagnie à numéro. Cette compagnie fait vivre et fructifier ses actionnaires en achetant des immeubles, en offrant de l'argent pour que les locataires quittent leur logement, et en vendant ensuite les logements en condo indivis. Cela constitue un contournement de la loi : le moratoire sur la transformation en condos.

Derrière ce marché où l'on cherche les immeubles à vendre pour les revendre en morceaux, logement par logement, c'est l'article 1959 du Code civil qui s'est avéré la carte du passage à Go pour collecter le magot. Ce règlement permet l'éviction des locataires pour agrandir la superficie d'un appartement. Voici la clé d'un jeu pour permettre hostilités, pressions,

rapides. Pour le citoyen paisible, mieux vaut faire son deuil et prendre le cash pour éviter les hostilités.

Dans notre cas, on a tout refusé. Les offres ont commencé à \$ 5 000 pour nos logements, et ont monté par la suite. Nous résistons mais les propriétaires veulent à tout prix une entente qui ne laisse pas de traces, ils reviennent en offrant davantage à certains d'entre nous, essayant de faire tout cela en secret et à l'insu des autres locataires.

Nous nous demandons pourquoi ils veulent autant payer si la loi leur permet de faire des évictions pour agrandissements : c'est parce qu'il y a anguille sous roche. L'anguille est ceci : ils ne veulent pas faire des agrandissements de logements, ils veulent revendre en indivis. L'immeuble vide, ils ont le champ complètement libre.

Ces propriétaires ne veulent aucunement se présenter à la Régie du logement pour être surveillés dans leur projet, puisqu'ils n'agrandissent pas. Conséquences : ces compagnies sont de grosses machines (des compagnies en construction figurent dans la structure d'actionnaires de notre propriétaire) qui vident le quartier de ses locataires en créant une augmentation spectaculaire de la rareté de logements, une hausse de loyer vertigineuse et des hausses aussi dans la revente des « condos ».

Nous sommes cinq résistant·e·s dans notre immeuble, ainsi que deux autres dans un immeuble voisin à s'improviser guerrier·e·s, comme des David contre Goliath, ou encore détectives afin de tracer les faits et gestes de ces proprios inquiétants. Cela fait trois mois que nous montons un dossier, afin de connaître nos droits. Nous avons l'aide de deux avocates, du Comité du logement du plateau Mont-royal, ainsi que de la conseillère Josée Duplessis et du maire de l'arrondissement du plateau Luc Ferrandes. Quelques uns d'entre nous sommes allé·e·s rencontrer M. Amir Khadir, notre député de comté qui siège à l'Assemblée Nationale. Les journalistes de l'émission *La facture* ont même couvert notre histoire (TOU.TV diffuse cette émission du 8 février 2011).

Pour ce qui est de nous, une première joute devant le tribunal sera entendue à la Régie du logement le 22 février prochain. Nous espérons que notre résistance alertera l'opinion publique afin de permettre de comprendre cette problématique.

Nous voulons tous et toutes que cette pratique ces-



se. Nous voulons aussi changer la loi qui a des failles et qui permet la vente à pression de nos baux. Et nous implorons les institutions concernées de faire cesser la légalité de ce marché où l'on tord le bras des locataires afin de transformer autant d'appartements en propriétés indivises. L'appât de ces gains individuels indus est en train de changer et le visage et le cœur de nos villes. Aujourd'hui, nous demandons de mettre fin à ce jeu abusif et indigne. Nous sommes la pierre dans les rouages de la gentrification.

Nous espérons que notre résistance alertera l'opinion publique afin de permettre de comprendre cette problématique.

harcèlement voire menaces des promoteurs propriétaires envers les locataires. Il faut absolument qu'ils sortent et vite!

C'est le party pour les revendeurs d'immeubles sans scrupules! Pas seulement sur le Plateau, mais dans tous les quartiers attirants. Les profits sont



MUSIRONIE : L'ÉMISSION DE RADIO QUI DÉCAPE L'ACTUALITÉ!

Montréal - CIBL, 101.5 FM - Vendredi, 18h00
Québec - CKRL, 89.1 FM - Dimanche, 1h00 am

EN TOUT TEMPS SUR LE WEB
AU WWW.MUSIRONIE.COM

La faute à oncle Sam

Le ministre canadien, Peter Kent, vante l'alignement du Canada sur les États-Unis en matière d'environnement, ce qui lui permet de ne rien faire tout en blâmant quelqu'un d'autre.

MUSIRONIE

Prescription judiciaire

Le gouvernement conservateur s'engage à sabrer dans ses dépenses en communication en prescrivant du Ritalin à Dimitri Soudas.

MUSIRONIE

Le droit à l'avortement aux États-Unis

« Get your government out of my uterus! »

EMILIE E. JOLY

Plus d'une femme sur trois¹ se fera avorter, aux États-Unis, avant d'avoir 45 ans.

L'avortement y est pratiqué légalement depuis 1973 alors que la Cour Suprême statue, dans *Roe vs Wade*, que l'interruption d'une grossesse est un droit fondamental protégé par la Constitution, en vertu du 14^e amendement protégeant le droit à la vie privée, et que les États ne peuvent en restreindre l'application que sous le plus haut standard de la « strict scrutiny », empêchant sa prohibition complète.

Mais depuis 1973, une série d'initiatives législatives visant la reconnaissance d'un amendement constitutionnel sur l'inviolabilité, voire la sainteté, de la vie humaine cherche à renverser *Roe vs Wade* et à rendre l'avortement illégal en attribuant une personnalité juridique au fœtus depuis sa conception, ou en revendiquant le droit ultime des États américains à légiférer en la matière. Ces affronts ne sont pas nouveaux. Ils ne découlent pas d'une nouvelle mouvance au sein du Parti républicain. Depuis 1973, tous les présidents républicains, de Nixon, à Ford, de Reagan aux Bush, se sont prononcés contre *Roe vs Wade*. Nixon concédait toutefois que l'avortement puisse être nécessaire en cas de grossesses interraciales, « when you have a black and a white », comme le démontre des enregistrements rendus publics en 2009.

Avec la montée de la droite religieuse, la domination de l'avortement parmi les enjeux sociaux s'est cristallisée sous le règne des Bush pour en faire un enjeu de division central entre Républicains et Démocrates, et plus encore, entre bénis et damnés. Et, aujourd'hui, il n'est plus seulement question de gagner des élections, mais bien de sauver des âmes.

Les années '90 lancent la guerre à

l'avortement en en faisant un enjeu non plus seulement politico-juridique, mais moral, éthique et religieux. En 1992, la Cour Suprême maintient le droit à l'avortement dans *Planned Parenthood vs Casey*, mais permet aux États américains d'imposer des restrictions considérables, créant de facto, un fardeau indu.

Déjà, dans nombre d'États américains² les femmes doivent se soumettre à des rencontres obligatoires d'« information » dans des Crisis Pregnancy Centres, typiquement gérés par des organisations anti-choix³, où elles sont bombardées de mensonges sur la souffrance ressentie par le fœtus, sur les conséquences physiques et psychologiques dramatiques de l'avortement, sur

Une nouvelle vague d'affronts prend forme pour mieux protéger les femmes, ces pauvres créatures dénuées de raison.

le lien infondé entre avortement et cancer du sein, en plus d'être forcées de regarder une échographie détaillée de leur utérus et d'écouter le cœur du fœtus battre. Les femmes sont également soumises à des périodes d'attente de 24 à 72 heures entre ces rencontres. En plus de ces attaques les plus communes, une nouvelle vague d'affronts prend forme, le tout bien sûr, pour mieux protéger les femmes, ces pauvres créatures dénuées de raison.

Cette nouvelle vague, hier incarnée par des religieux illuminés délirants prêchant la rédemption des femmes souillées par l'avortement et mettant en garde contre la dérive limbique des fœtus-enfants, fait aujourd'hui son entrée en force au Congrès. L'interdiction complète de l'avortement étant inconstitutionnelle, la prise de contrôle de la Chambre des Représentants par les Républicains (GOP) ouvre la porte à un colossal effort législatif créatif de la droite pour rendre l'avortement encore plus inaccessible.

Les lois fédérales⁴ restreignant le

financement public de l'avortement, tel l'Amendement budgétaire Hyde approuvé annuellement par le Congrès depuis 1976, en excluent les cas de viol, d'inceste et de danger à la santé de la mère. Mais un nouveau projet de loi (appuyé par 163 Républicains et 10 Démocrates), le « No Taxpayer Funding for Abortion Act »⁵, cherche à exploiter une nouvelle lacune en essayant de redéfinir le viol pour permettre l'avortement seulement en cas de « viol par force » – bien que le vocable « forcible rape » ait finalement été rejeté en seconde lecture – ; en n'appliquant l'exception d'inceste qu'aux victimes de moins de 18 ans ; en considérant seulement les menaces à la santé physique de la mère, et non psychologique ; et en interdisant l'usage de mesures d'allégement fiscal – les fameux tax breaks – pour aider aux coûts d'une assurance privée si elle couvre l'avortement.

Un autre projet de loi, le « Protect Life Act », vise pour sa part à permettre aux médecins et hôpitaux de refuser d'accomplir des avortements, même pour sauver la vie de la mère.

Comme dernière barrière à la damnation éternelle, au Dakota du Sud⁶, le plus récent projet de loi 1171⁷ cherche à étendre la notion d'« homicide justifiable » à des meurtres commis, par une femme enceinte ou un membre de sa famille, pour prévenir un tort à un fœtus⁸. Bien que l'instigateur de ce projet de loi nie son applicabilité aux médecins pratiquant l'avortement puisqu'il s'agit d'un acte médical légal, il est un des plus vulgaires opposants à l'avortement au Congrès de son État. L'ambiguïté inhérente à ce projet de loi est donc un appel, mal dissimulé, à la violence. Renforcée par la distribution d'affiches « Wanted » identifiant spécifiquement – avec photo, adresse à domicile et plaque numérolgique – des médecins pratiquant l'avortement et le plus récent assassinat du médecin George Tiller en 2009, la ligne est claire : tout doit être fait

pour empêcher les médecins-assassins qui osent laisser aux femmes le droit de décider de leur corps.

Le corps des femmes ne semblent ainsi pas échapper du champ de compétence du GOP, parti qui prône pourtant l'abolition du *Big government*. Certaines Républicaines, telles les Représentantes Sue Wallis et Lisa Shepperson, au Wyoming, réagissent toutefois en accord avec l'adage « Pas d'utérus, pas d'opinion! » et déclarent : « When I go to the doctor, it is the most private thing you can imagine. I want myself, I want my husband, and I want my doctor there. I don't want any government. »

¹ Selon des données compilées par Planned Parenthood, 43% des femmes auront eu un avortement avant d'avoir 45 ans.

² Une carte interactive sur ces contraintes est disponible à : <http://motherjones.com/politics/2011/01/state-abortion-laws-map>

³ L'expression « anti-choix », plutôt que « pro-vie » est utilisée dans ce texte – comme elle devrait l'être dans la vie quotidienne – parce que les féministes-enragées-pro-choix-mangeuses-de-bébés aiment également la vie et prônent le droit à une vie digne faite en fonction de choix personnels responsables.

⁴ 14% des IVG sont assurés par des fonds publics des États, une pratique permise dans 17 États américains (AL, AZ, CA, CT, HI, IL, MA, MD, MN, MT, NJ, NM, NY, OR, VT, WA et WV).

⁵ Le projet de loi « No Taxpayer Funding for Abortion Act » : <http://www.opencongress.org/bill/112-h3/text>

⁶ Le Dakota du Sud a déjà certaines des lois les plus restrictives aux États-Unis en matière d'avortement et, depuis 1994, aucun médecin n'y pratique l'avortement. L'organisation Planned Parenthood y amène, une fois par semaine, un médecin à Sioux Falls, la plus grande ville de cet État rural.

⁷ <http://legis.state.sd.us/sessions/2011/Bill.aspx?File=HB1171HJU.htm>

⁸ Le « Unborn Victims of Violence Act » adopté en 2004 permet déjà à deux accusations d'être déposées, une pour la mère, l'autre pour le fœtus, lors du meurtre d'une femme enceinte même si elle en exclut l'application aux mères et médecins pratiquant l'avortement.

EN MÉMOIRE D'UN VOLCAN...

« Que les hommes ne connaissent pas l'histoire des femmes, à la limite, ça peut se comprendre. Mais que les femmes ne s'intéressent pas à leur propre histoire, alors que leurs droits sont récents, et donc fragiles, c'est un grave problème. Je me suis déjà retrouvée devant une assemblée de 200 femmes universitaires le jour du 10ème anniversaire de la mort de Simone Monet-Chartrand, et quand j'ai mentionné ce fait, il y a eu un long silence dans la salle : personne n'avait pensé à commémorer les 10 ans d'absence de cette grande féministe. »

LOUISE CAROLINE BERGERON

Ça fait déjà 2 ans que la mort a fauché Héléne Pedneault (en décembre 2008). N'est-il pas temps de mettre en acte le devoir de mémoire que la société québécoise a à l'endroit de cette Grande Femme? Pedneault en peu de mots : comment fait-on ça? Avec un peu d'humilité, je l'admets, et en espérant que les mots porteront l'émotion...

Débutons par «généreuse», qu'on lit dans toutes les eulogies médiatiques. Héléne a dévoué sa vie à des causes de justice et de solidarité, elle a défendu l'enfant et l'environnement, mis en paroles et en action son indignation et pourfendu, partout sur le chemin de sa pensée en mouvement, l'absurde et la violence qu'on tait, et qu'on accepte, ce faisant.

Comment résumer une inspiration? Il faudrait un paysage entier pour émouvoir et exalter, insuffler espoir et motivation autant que le faisait cette femme cachée sous de grosses lunettes. Si je le tente maintenant, c'est l'échéance du 8 mars qui m'oblige : ma façon à moi de faire plus que de simplement critiquer la mièvrerie d'une journée hélas encore nécessaire : l'humble journée de la Moitié de l'humanité... celle qui porte tous les enfants, et se charge

des vieux et malades et va chercher l'eau ou le bois au péril de sa vie ou au risque d'un viol meurtrier. Cette moitié qui en fait est majoritaire (52 % de la population terrestre) mais qui ne décide ni des taux d'intérêts, ni du marché, ni des CA, ni des guerres... Aussi, la moitié à laquelle on confie le microcrédit, ici, les denrées humanitaires, là, car on sait que cette moitié en fera bon usage et prendra soin de tout le monde jusqu'à s'en exténuer, alors que l'Autre (tiens c'est l'autre qui est l'Autre, cette fois!) ira le dépenser à faire le frais avec les boyz, ou pour se payer une bouteille ou une pipe.

Je ne veux pas qu'il s'en passe un autre, de ces 8 mars qui ne mènent presque à rien, sinon à remonter le moral des troupes et à se sentir moins seule dans son iniquité salariale ou dans son devoir domestique qu'on fait mal, de toutes façons, parce qu'on travaille pour payer le loyer et le dentiste, et qu'on met les enfants à la garderie avant l'âge de 2 ans, égoïstes carriéristes que nous sommes, femmes et mères, seules responsables de la dénatalité, pendant que la société dans laquelle on baigne entend ceux qui se plaignent qu'on soit allées trop loin et encourage nos gars à se déboucher une Coors au manoir de la broue...

Pas un autre 8 mars sans que je fasse un *shout out* public à ma *sistah* d'indignation, à cette formidable Québécoise que fut Héléne Pedneault! L'usage du passé me pince le cœur : tuée par cet assassin de cancer, à 56 ans... elle se donnait 5 ans avant d'entrer en politique

'trad' : Merde! Vous réalisez la perte pour le Québec?

Mais trêve de moi et de mes regrets, vivement ses mots à elle, à Héléne, une femme, un monstre, que dis-je : un volcan! Une féministe (ce qui souvent est synonyme, non?), une écrivaine (ha! la simplicité involontaire mais choisie, à cause d'une allergie aux compromis et les besoins d'une maison en éternelle réfection), une engagée (co-fondatrice d'Eau secours! ce qui la met dans le même camp des grandes bâtisseuses d'avenir que Claire Morissette, dont le nom a

été donné à la piste cyclable sur de Maisonneuve, fondatrice de Cyclo-Nord-Sud et co-fondatrice de Communauto, fauchée elle aussi trop tôt par la vie, à 57 ans) et autoproclamée enragée, ou, pour mieux reprendre ses mots : « indignée »... « En fait, l'indignation nous fait sortir du "moi-je" pour arriver au "nous", dans la consc...ience d'être uni-e à d'autres qui souffrent d'injustice, d'oubli ou de mépris. »

Il faut (re)lire le texte de sa présentation au Congrès de l'R des femmes intitulé *Amour, colère et indignation*. Parce qu'il faut savoir qu'au Québec, pendant qu'on déplore en page couverture la mort des Grands Hommes (sic), on oublie, à chaque vénérable décès d'une grande gueule masculine – qu'on a aimée pour les mêmes raisons qu'une femme publique nous aurait tombé sur les nerfs, soit pour sa grande gueule – que 'les cimetières sont remplis de gens irremplaçables'. C'est aux vivantes que revient le travail de mémoire...

Il faut simplement regarder un peu en arrière, et quand on le fait, notre vie change. On ne se sent plus seules. On sent qu'on fait partie d'une longue lignée de grands-mères et de mères dont nous sommes les héritières. Je parle de ces femmes qui ont vécu au temps où le silence était la langue officielle des femmes. Au temps où l'Histoire officielle effaçait les femmes systématiquement, et ne prenait même pas la peine d'y inclure les combats des femmes et les noms de celles qui ont osé aller à contre-courant de la soumission, du silence et de l'absence à peu près totale de droits.

Il faut relire et se souvenir de ses *Chroniques délinquantes* dont je tire cet extrait du numéro hors série de *La Vie en rose*, auquel elle a longtemps collaboré, paru en 2005 :

Mais que peut-on espérer d'autre [que le sort douloureux réservé aux enfants sur la Terre] d'un monde où un canal de télévision complet s'appelle Argent et où la première chose qu'on vérifie, après une catastrophe naturelle ou l'attentat terroriste du 7 juillet à Londres, c'est l'hystérie de la bourse et le cours du pétrole?

Je me le demande avec elle...

1 Dont sont tirées les deux premières citations du texte, accessible sur leur blogue, au : <http://cybersolidaires.typepad.com/1/2008/10/amour-colere-et.html>

2 Selon l'adage d'Alphonse Allais

Cinquième anniversaire de Québec solidaire

Le Parti songe à retirer les petites roues arrière de son programme.

MUSIRONIE

Déchets nucléaires

André Arthur nie avoir été irradié.

MUSIRONIE

Quand la politique marque la géologie

Laisser sa trace... à quel prix?

JOHANNE ROUSSY

Citoyenne de Sept-Îles et membre de SISUR

Chercheurs ou valets de l'industrie? Voilà une question si évidente lue quelque part à travers la multitude d'informations concernant tout ce qui se dit sur l'industrie de l'uranium dans le monde. Parfois, l'information est loufoque, parfois peu rassurante mais toujours pertinente pour ceux et celles qui s'inquiètent, à juste titre, et qui veulent se faire une idée sur le danger que court notre sous-sol québécois pour les générations à venir. Comme il faut une jambe droite et une jambe gauche pour marcher, nous devons nous informer à toutes les sources possibles.

Certes, à travers la recherche internet, la lecture d'études sérieuses - et parfois, qui dit l'être - sur le sujet et la rencontre d'un réseau de plus en plus grand de professionnels sur la question à la grandeur du Canada, cette

question si simple me revient sans cesse... comme une structure de comparaison ou d'analyse : CHERCHEURS OU VALETS DE L'INDUSTRIE? Et avec l'attitude du gouvernement en place, nous pourrions aussi nous rassurer nous-mêmes avec cette grille d'analyse adaptée : Politiciens ou valets de l'industrie? De là, la séparation du bon grain de l'ivraie. Tout mea culpa (Grand bien se fasse à Nathalie Normandeau concernant le gaz de schiste) devient agaçant car, au moment où les études en communication nous indiquent que la mémoire collective en termes de rétention de l'actualité est de trois jours, la transformation d'information se fait très subtilement.

Aujourd'hui, le Québec est face à une loi qui permet le flou nécessaire à brouiller les vraies questions à se poser puisqu'elle a préséance sur tous les ministères mandatés pour protéger et gérer le territoire. Cette loi, c'est la LOI SUR LES MINES datant du 19e siècle, au

moment où les dirigeants portaient des chapeaux haut-de-forme et que les chercheurs d'or créaient, à dos de cheval, la mythique histoire de notre géologie si particulière et riche. C'est la réputation que le Québec se forge encore à travers le monde : car notre sous-sol entier est à donner (ou presque) à qui va cliquer sur un site de Ministère des Ressources Naturelles et se payer un CLAIM pour une bouchée de pain, sans canots ni chevaux (CLICK AND CLAIM). J'ai même lu dernièrement, dans un hebdomadaire internet parlant de finance (Market Wire), l'expression : « The mining friendly Québec »... Que voulez-vous, il faut bien que l'industrie joue sur l'image afin de créer de la littérature positive sur le sujet pour de motiver les investisseurs internationaux (70% des compagnies minières mondiales ont leur siège financier à la Bourse de Toronto).

Ici à Sept-Îles, bien que nous ayons cru être une ville peu importante sur l'échiquier mondial après la crise

minière des années 80, nous nous révélons être tout le contraire. Nous habitons un lieu géographiquement stratégique en termes de port de mer en eau profonde, de voies ferrées qui mènent au Nord et d'expérience en matière de développement minier. Une économie pour le fameux Plan Nord du gouvernement Libéral. Alors surgit aussi une guéguerre entre les municipalités et les régions limitrophes qui bâtiront LA route certaine vers le nord, économie et développement oblige! Le tout pourrait tellement être plus durable si nous n'étions pas pressé-e-s par le chronomètre du développement-à-tout-prix-et-tout-suite, facilité par une loi désuète qui provoque tant de polémiques autour du gaz de schiste et des mines (d'uranium) à ciel ouvert, car elle nous dépossède de l'entièreté des richesses de notre sous-sol au profit de tous sauf nous. Ne soyons pas dupes et posons-nous toujours la question : « Chercheur/ politicien ou Valets de l'industrie? »

Maria Amelie, la nouvelle héroïne des sans-papiers de Norvège

BRUNO FORTIN

Envoyé spécial du Couac en Norvège

Le 24 janvier dernier, les autorités norvégiennes ont procédé à la déportation de la clandestine la plus célèbre du Royaume, Maria Amelie, 25 ans.

Retour sur une histoire qui a ébranlé la coalition au pouvoir et forcé tout le monde à relancer la discussion sur des thèmes longtemps balayés sous le tapis : ceux de l'immigration et de l'intégration.

L'affaire commence en 2002 : venus d'Ossétie du Nord, Maria Amelie et ses parents demandent asile à la Norvège, qui la leur refuse la même année. Maria Amelie est encore mineure quand ses parents décident de ne pas obtempérer à l'ordre de quitter le sol norvégien.

Dans la clandestinité, Maria Amelie va apprendre le norvégien et exercer un boulot de femme de ménage, comme bon nombre de femmes immigrantes, avec ou sans papiers.

Sauf qu'elle va plus loin : elle finit ses études secondaires avec les plus hautes distinctions, réussit sans problème ce qui serait l'équivalent du cégep et obtient une maîtrise en sciences et technologies à l'Université de Trondheim.

Jusqu'ici tout va bien. Les autorités norvégiennes sont peut-être strictes, mais on rencontre toujours des gens prêts à aider, ou à simplement fermer les yeux.

L'année dernière, Maria Amelie publie un livre, *Ulovlig norsk* (« Illégalement Norvégienne ») où elle raconte son expérience en souhaitant sensibiliser

la population au sort des quelques milliers de sans-papiers qui habitent la Norvège ; elle est déclarée « Norvégienne de l'année » par la revue *Ny tid* (Temps nouveau).

Et voilà qu'arrive cette soirée du 12 janvier dernier. Maria Amelie est invitée à prononcer une conférence à l'école Fridtjof Nansen de Lillehammer. Fridtjof Nansen – il faut le noter – fut le premier à atteindre le pôle Nord, également humaniste et grand défenseur des réfugiés. Haut-commissaire pour les réfugiés de la Société des Nations en 1921, prix Nobel de la paix en 1922 et instigateur du passeport Nansen qui permit à des milliers de déportés, réfugiés ou apatrides de retrouver ailleurs une situation de légalité.

C'est donc lors de cette conférence, à l'occasion d'une pause où Maria Amelie se trouve à l'extérieur de l'école Fridtjof Nansen, que huit policiers l'arrêtent et l'embarquent sans lui laisser le temps d'aller chercher ses affaires.

Suite à l'arrestation, des milliers de Norvégiens armés de chandelles sont descendus dans les rues de Oslo, Trondheim ou Bergen pour demander au gouvernement de ne pas déporter Maria Amelie. Des offres d'emploi ont suivi et même la Statoil, la pétrolière de l'État, lui a offert un poste.

Des divisions ont éclaté au sein de la coalition gouvernementale, entre le parti socialiste qui souhaite l'annulation de l'ordre de déportation et le parti des travailleurs qui se veut réaliste : le règlement, c'est le règlement et y faire exception ne serait pas équitable pour les autres clandestins...

Quant aux partis d'opposition, le parti chrétien

souhaite qu'on offre la résidence à Maria Amelie mais croit que le gouvernement se servira de cet exemple pour montrer au reste du monde comme il est difficile de s'établir en Norvège.

À droite, le parti conservateur, d'ordinaire peu sensible à la situation des réfugiés et demandeurs d'asile, trouve quand même dommage que Maria Amelie doive partir parce qu'elle correspond selon eux au profil d'immigrant idéal, celui de travailleur qualifié. Le parti réclame quand même des ajustements quant aux règles qui prévalent dans le cas de demandeur-e-s d'asile mineur-e-s qui deviennent majeur-e-s pendant l'étude du dossier.

La droite populiste, le mal nommé « Parti du Progrès » (FrP) qui ne rate jamais une occasion de réclamer des lois plus sévères contre l'immigration, marche sur des œufs, de peur de se mettre à dos la vague de sympathie populaire à l'égard de Maria Amelie. En bon populiste, le parti s'interroge à savoir pourquoi la Norvège devrait abriter des terroristes notoires comme ce mollah Krekar, supposément menacé de mort en Irak, et se départir de Maria Amelie, qui a reçu une éducation norvégienne et qui s'est bien intégrée aux valeurs du pays.

Dans le même souffle, ce parti déclare que toute cette belle intégration ne vaut rien, puisqu'elle a été acquise dans l'illégalité...

... En voyant Maria Amelie embarquer dans l'avion pour Moscou, avec son copain norvégien, j'ai pensé au personnage de Séraphin Poudrier, qui ferait sans doute un bon roi pour la riche Norvège : « Le règlement c'est le règlement pis il faut qu'il cote suivi... »

Droit au but!

CATHERINE BOUDIN

Nouveau film d'Ève Lamont – auteure primée de *Squat!* et *Pas de pays sans paysans* – *L'imposture* aborde la prostitution par les témoignages des premières concernées. Elles démolissent le mythe qu'il s'agirait d'un « métier comme un autre » et que louer son propre corps serait affaire de liberté, d'épanouissement sexuel et de richesse.

Ces femmes nous apprennent que non seulement elles ne se sont pas enrichies, mais qu'elles ont vite senti ce commerce du corps humain comme totalement dégradant. C'est dire que ses promoteurs et promotrices ouvrent la porte à une déshumanisation de la société.

Une affaire de courage

Ce quatrième long métrage de Lamont est riche d'une vision originale : le message ultime de son film n'est pas la victimisation, mais plutôt le courage, la détermination et la force que ces femmes portent en elles. L'on peut constater que notre État ne fait presque rien de concret pour réduire cette consommation immorale : il n'existe pas non plus de politique sociale pour aider les personnes prostituées.

Pourquoi? Est-ce que ce serait mal vu? Malheureusement, je crois que la réponse est qu'il craint qu'en instaurant des politiques sociales, il ferait en quelque sorte la promotion de ce commerce illégal. Mais en n'agissant pas, il facilite dans les faits l'installation d'un vide législatif grave.

Je vois dans *L'imposture* une remise en question profonde de notre responsabilité sociale face aux gens dans le besoin. Que pouvons-nous penser lorsque même notre gouvernement ne semble

lequel les victimes seraient entièrement démunies.

Évolution personnelle

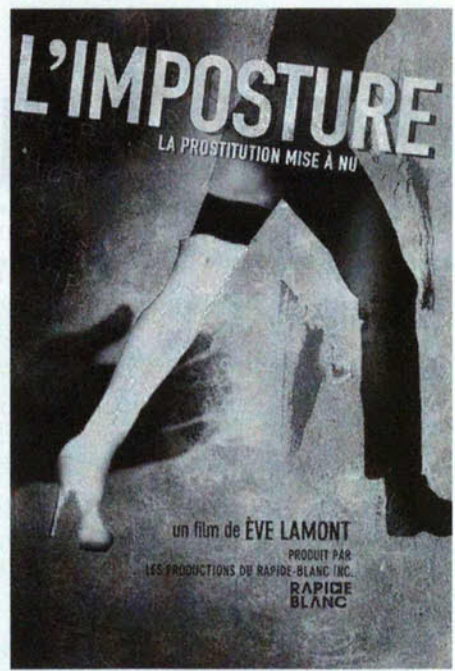
Un aspect m'a particulièrement frappé dans ce documentaire: l'explication de l'évolution psychologique et des changements émotionnels des femmes, du début à la fin de leur rôle d'« objet sexuel ». Cette suite d'émotions et cette analyse m'ont fait réaliser que la prostitution n'était pas seulement en lien avec le besoin d'argent mais concernait aussi le simple échange sexuel. Celui-ci n'implique en rien la notion d'amour, c'est plutôt une envie animale que certains un peu tordus pourraient qualifier de partage.

Les femmes filmées nous parlent de se sentir admirée et valorisée parce que l'attention et le désir de l'autre te procurent une fausse image de ta personnalité et une confiance en toi totalement biaisée. Peu de temps après, plaisir et désir de séduire assoupis, la remise en question survient, mais la perte de dignité est déjà établie, alors le cercle vicieux du désespoir s'installe. Ce thème mis en valeur par Ève

Les femmes filmées nous parlent de se sentir admirée et valorisée parce que l'attention et le désir de l'autre procurent une fausse image de ta personnalité et une confiance en toi totalement biaisée.

pas prendre cette corruption au sérieux?

N'oubliant pas l'intervention humanitaire, Ève Lamont nous montre que des gens – comme l'anthropologue Rose Dufour – s'y investissent avec force et acharnement. Quelques centres ont été créés, dont la maison de Marthe à Québec et un centre jeunesse en Montérégie, trop peu nombreux à offrir un support primordial, sans



Lamont dans les propos des femmes qui lui ont ouvert leur confiance, apporte une vision nouvelle qui n'est pas particulièrement réjouissante, puisque loin de se limiter au commerce du corps, elle m'a semblé remettre en question les relations libertines.

Je considère ce long métrage comme une grande réussite. Parce qu'il va droit au but : permettre aux premières concernées de faire ressentir, à partir de leur propre vécu, l'exploitation sexuelle des femmes.

L'imposture, d'Ève Lamont, Musique de Catherine Major. Productions du Rapide-Blanc. En salles et en tournée avec la réalisatrice à différents endroits au Québec : <http://rapideblanc-nouvelles.blogspot.com/>

L'industrie du sexe devant le tribunal... populaire!

Entendre les femmes dans la prostitution, agir ensemble contre l'exploitation. Voilà le cri de ralliement des membres de la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle – la CLES – depuis sa création. Après cinq ans de développement d'outils d'éducation et plus de trois ans de présence sur le terrain, la CLES place à l'ordre du jour une réflexion sur la prostitution et son impact sur la lutte contre la violence envers les femmes. Du **18 au 20 mars 2011**, la CLES vous invite à mettre l'industrie du sexe au banc des accusés lors d'un Tribunal populaire sur l'exploitation sexuelle commerciale, le premier du genre au Québec et possiblement au monde!

Si les tribunaux populaires n'ont pas force de loi, des organisations citoyennes et progressistes les utilisent néanmoins en tant qu'outils de sensibilisation. Les tribunaux populaires accordent une indiscutable priorité aux témoignages individuels, privilégiés par rapport aux points de vue théoriques, en vertu du principe qu'en partageant leurs expériences personnelles d'oppression, les participantEs s'informent ET se politisent pour lutter contre cette oppression et les conditions dans lesquelles la société la (re)produit.

Le Tribunal populaire sur l'exploitation sexuelle commerciale

de la CLES n'échappe pas à cette règle et fera une large place à la parole des femmes ayant un vécu en lien avec l'exploitation sexuelle commerciale.

Par ce Tribunal, la CLES souhaite rejoindre les personnes et organisations issues de divers milieux institutionnels ou communautaires, incluant le mouvement des femmes. En bref, toute personne luttant contre la misère, l'exclusion et l'exploitation est invitée à se joindre à nous.

Information : www.lacles.org

GODIN, VÉLORUTIONNAIRE

MARIPIER SANTOIRE-RÉMILLARD

« **Q**uand je veux délasser mon esprit, ce n'est pas l'honneur que je cherche, c'est la liberté »
C'est un défi de taille que s'est donné le cinéaste Simon Beaulieu : réaliser un documentaire qui rende la vie à ce grand homme politique qu'était Gerald Godin, l'homme qui a détrôné Robert Bourassa pour le PQ en 1976. Ce long-métrage m'a donné à penser que certaines aspirations sont venues proches de s'éteindre avec Godin, lui-même presque disparu de la mémoire collective des Québécois-es.

Pourquoi cet héritage semble-t-il avoir glissé des mains de nos chères élites politiques? En 75 minutes trop courtes, Simon Beaulieu laisse pourtant entrevoir avec brio un souffle et une pratique politico-artistique qui ne laissaient personne indifférent dans le Québec des années 70 et 80.

En défaisant le premier ministre Bourassa dans son propre comté du Plateau Mont-Royal (Mercier), Gerald Godin avait simultanément accordé la majorité absolue au Parti Québécois lors de la fameuse élection de 1976. Juste retour des choses, puisque, quelques années plus tôt, Bourassa – que Godin qualifiait de « si petit qu'on en oubliait même les qualités » – avait défendu avec véhémence l'application par Pierre-Elliott Trudeau de la Loi des mesures de guerre. Ces mesures avaient alors conduit Gerald Godin et des centaines de gens d'ici derrière les barreaux, mais sans démotiver notre personnage.



Photo D.R.

Riche des témoignages de proches de Godin, le film de Beaulieu nous apprend au contraire que cette tentative de briser les reins à la gauche québécoise est ce qui aura poussé le poète-éditeur à investir la sphère publique.

L'homme des ethnies

En suivant le parcours politique de Godin, Beaulieu documente l'émergence de nouvelles positions d'ouverture chez les communautés ethniques de Montréal face à la question nationale. Ses images rendent justice au style aussi familial qu'innovateur qu'avait trouvé le député (bientôt devenu ministre) pour initier ces derniers au nationalisme québécois. Quel plaisir de suivre ce politicien rigolard dans une campagne électorale menée en vélo, même quand un cancer a commencé à le miner...

Le cinéaste montre bien comment Godin, orateur hors-pair qui se définissait davantage comme nationalitariste que nationaliste, a réussi à faire ce qu'aucun autre tribun n'a pu réaliser en 35 ans : rallier une majorité des Néo-québécois-es d'un comté au projet d'indépendance.

Pauline Julien

Si devant chaque grand homme, il y a une femme (c'est bien ce que l'on dit, non?!), on voit comment Pauline Julien, avec son front légendaire, mérite ce titre haut la main, en tant que compagne de tous les instants de la vie personnelle et publique de Godin. Les moments intimes des scènes d'archives triées par Beaulieu émeuvent en faisant voir l'admiration sans bornes qu'ils éprouvaient l'un pour l'autre, la relation passionnelle entre ces deux grands artistes.

L'auteur amène gracieusement cette perspective affective, choisit les scènes justes et les moments appropriés pour nous démontrer la place que chacun-e prenait dans la relation. On en retient que la flamme qui les animait, celle qui allumait leur passion commune, ne les a jamais empêchés d'évoluer indépendamment l'un-e de l'autre dans leur carrière et leur vie respective.

D'hier à aujourd'hui

De la honte. De la colère, même. C'est ce que je ressens à l'égard de la mollesse péquiste actuelle, en regard de ces années de feu. Mollesse probablement guidée par des intérêts carriéristes et qui s'est attaquée sournoisement aux engagements et aux idées du Parti, en dénaturant le rêve de liberté qui animait leurs premiers appuis. Ce désir, si effrontément abandonné, c'était celui d'un peuple, le mien, le leur, le vôtre et celui de Gerald Godin. Nous sommes plusieurs à souffrir de cet avachissement.

Tous les Québécois et les Québécois devraient voir GODIN. Ne serait-ce que pour s'inspirer de la résistance, de la fougue et de la ténacité inébranlable du personnage. Je pense particulièrement à celle dont il a fait preuve en s'attachant à la maladie pour combattre l'affirmation de Pierre-Marc Johnson et exiger le retour au PQ de Jacques Parizeau en 1988.

N'est-il pas une nouvelle fois grand temps de mettre fin à la posture « étapist », d'oublier un peu cette fausse prudence pétrie d'attentisme? Allons au cinéma pour tirer certaines leçons des erreurs ET des bons coups du passé!...

Godin, un film de Simon Beaulieu, Productions du 3 mars, février 2011.

Logique capitaliste

Pire-Karl Péladeau affirme que la loi anti-briseur de grève est inapplicable au Journal de Montréal puisqu'il s'agit malheureusement d'un lock-out.

MUSIRONIE

Gage de professionnalisme

La chaîne de télévision V voit grand, et rêve du jour où elle aussi aura des journalistes agressé-e-s dans des pays exotiques.

MUSIRONIE

RAMON VITESSE



VORTEX, *Enemies* (Galy Records)

Pour son troisième album, ce groupe de Rimouski d'un excellent niveau ajoute à son fer de lance heavy metal plusieurs pièces versant dans le death metal. Incidemment on aura droit à moult solos et des passages mélodiques mémorables qui rallient le vieux son à des sonorités définitivement actuelles. Les tiers des neuf pièces du disque sont en français et le contenu engagé se doit d'être souligné. *Le mépris*, par exemple,

pourfend ces décideurs qui profitent de nos faiblesses et du confort qui nous endort... *Esclaves* est du même tonneau en rajoutant une touche de réflexion bienvenue : « Ce n'est pas un signe de santé que d'être bien intégré dans une société malade / Il n'y a pas plus esclaves que ceux qui croient être libres. » Le groupe propose d'agir et d'oser « les chemins moins fréquentés » avec emphase.

KINTRA, *La collision des corps* (Kintrazik.net)

Dès 2001 ces Montréalais accouchaient d'un post core synthèse de différentes expériences musicales (punk, industriel, death metal, rock francophone, etc.) au sein du collectif. Trois démos, un EP et des participations à des compilations (dont une internationale de... french métal!) font partie d'un parcours cohérent justifiant ce nouvel album assurément métal et en français mur à mur. Des textes fouillés qui favorisent une critique nécessaire à des actions enracinées et assumées sont à saluer comme grande qualité de l'ensemble, ouvrant des horizons alternatifs. *Procrastination*, *La mer Zhei*, *Démondialisation* et *Kryogena* sont de ces titres qui déclinent la collision des corps! Pour chaque chanson, il y a une citation : Chomsky, Goethe, Ducharme mais aussi Björk. « La musique n'est pas une question de style mais de sincérité. »

O LINEA, *La bête de l'homme* (Slam Disques / Dep)

Du très bon rock alternatif tout en français comme leur premier et précédent album. Disons que le groupe est moins tapageur et plus lisible qu'auparavant. La musique respire très bien, on reste généralement sur le qui-vive avec une musique et des textes (*Conquête obsolète*, *La course à l'opinion*, *Me défilier*, *Une feinte au trépas*, *Char d'assaut*, etc.) qui entrent en jeu et maintiennent la tension le temps de la pièce. Et même après la pièce... Sous un mode poétique, en privilégiant des collages de mots que l'auditoire entendra résonner encore et encore; *Le sablier* s'avère terrible : « J'ai senti mon armure s'oxyder, s'oxyder/ Et mes idéaux se conformer, se conformer/ J'ai senti ma peau s'oxyder, s'oxyder/ Et mes idéaux se conformer ».

Haute technologie

Un professeur de l'École Polytechnique de Montréal a découvert un mécanisme pour contrer la somnolence au volant: il s'agirait du bouton OFF de la radio.

MUSIRONIE

Violence pour les oreilles

Après qu'un autre fils de Patrick Roy ait été impliqué dans un incident violent sur la patinoire, la ligue de hockey junior ne lui impose que 3 matches de suspension de peur qu'il ait le temps d'enregistrer un album.

MUSIRONIE

Refaire... comme dans faire

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Écosociété vient heureusement de republier Une société à refaire de Murray Bookchin, probablement l'un des plus grands penseurs de l'écologie du siècle dernier. Cet ouvrage propose l'introduction la plus facile d'accès à sa pensée et il brise efficacement les idées reçues sur la démocratie et sur notre rapport à la nature : deux thèmes centraux chez Bookchin.

On ne peut donc que se réjouir de voir rééditer un tel livre. Le malheur, cependant, c'est que trop peu d'ouvrages de Murray Bookchin ont été traduits. Le penseur étatsunien qui habitait pourtant à quelques heures des frontières québécoises reste donc à peu près inconnu ici. Même dans les cercles militants, ses lecteurs et lectrices se font rares.

Pourtant, quelle lecture inspirante! On y parcourt des expériences démocratiques passionnantes qui nous ont souvent été présentées, ailleurs, avec des clichés aussi simplistes que loin de la vérité. Pensons, par exemple, à l'exemple de la Grèce antique, que Bookchin aborde avec beaucoup de profondeur en montrant à quel point cette première expérience démocratique est très loin de ce que nous connaissons en ce moment comme régime politique – et d'autant plus intéressante.

Une société à refaire fait partie des meilleures ouvrages de Bookchin. Il vient juste avant une époque où ses publications se concentrent sur la critique de l'écologie profonde (deep ecology). Si cette tendance écologiste empreinte d'une religiosité naïve

mérite d'être critiquée, on peut douter qu'il fallait qu'un homme aussi brillant que Bookchin y consacre tant d'ouvrages et tant d'énergie. Développer son projet d'écologie sociale, répondre plus en détail aux critiques qui lui avaient été adressées et l'approfondir : tout cela semble avoir été laissé en plan pour investir des heures précieuses à combattre une clique d'illuminés sans grande influence.

L'aspect le plus stimulant de Bookchin, en particulier dans ce livre, est probablement sa tendance à susciter l'action. Lui-même s'est lancé dans la fondation d'un institut pour approfondir ses recherches mais aussi pour vivre, autant que faire se pouvait, une stimulante démocratie autour de lui. Nombre de groupes écologistes et affinitaires, réunis pour réaliser des projets ou pour vivre en commun, s'inspirent de ses livres pour organiser leur action.

Pourtant quand on lit la préface de cette nouvelle édition, signée Antoine Robitaille, cet aspect est entièrement oublié. L'homme, qui a rédigé sa « thèse de maîtrise » (!) sur Bookchin nous le présente assez habilement, mais de façon très abstraite. Il situe bien la place de l'analyse de Bookchin dans la pensée politique contemporaine, mais omet de nous faire saisir à quel mouvement concret elle se rattache. S'il n'a surtout connu Bookchin que « livresquement », pour reprendre son expression, il donne justement l'impression que Bookchin n'existe que dans ses livres.

En fait, un seul passage de cette préface désigne l'action politique en tant que tel : quelques mots décevants sur les dangers des séduisantes utopies qui se transforment en terreurs. Éteindre suprême avant même d'entamer la lecture de Bookchin,

Robitaille nous lance, en somme : « Prenez garde, lecteurs, de ne pas amener tout ça dans la réalité, ce pourrait être l'enfer sur Terre. »

Robitaille nous invite à lire l'ouvrage comme un « regard rétrospectif » qui nous permettrait de critiquer nos démocraties contemporaines. Il importerait assez peu que l'idéal démocratique puisse se réaliser, puisqu'il permet de penser d'autres possibles. On se demande alors : qu'en est-il du faire? N'est-il pas question ici d'une « société à refaire »? Bookchin lui-même consacre ses premières pages à nous expliquer pourquoi il a écrit ce livre et conclut qu'il le fait pour « ouvrir des perspectives pour un mode d'action réellement capable de transformer tout le paysage social de notre époque ». Il semble que le préfacier ait passé outre à ce projet de l'auteur.

On ne peut s'empêcher de croire que cette entrée en matière aurait été plus porteuse sous une autre plume. Pensons au professeur Éric Pineault, qui a enseigné avec Bookchin, possède une réflexion d'une grande profondeur sur l'économie et l'écologie et milite activement pour transformer la société ; ou à l'éditeur et activiste Dimitri Roussopoulos, qui a fait connaître Bookchin à des tas de gens et fondé à Montréal le Centre d'écologie urbaine, nourri des valeurs de l'écologie sociale...

On se procurera néanmoins cet essentiel, maintenant doté d'une jolie facture graphique, en espérant un jour voir traduits d'autres ouvrages de l'indispensable Murray Bookchin.

Bookchin, Murray, *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*, Montréal, Écosociété, 2010, 301 p.

livres

Cinquantenaire de la mort de Céline

Bernard-Henri Lévy rappelle que l'auteur du *Voyage au bout de la nuit* était à la fois un très grand écrivain et un parfait salaud, contrairement à lui-même qui n'est qu'un des deux.

MUSIRONIE

Erreur sur la personne

Depuis qu'on a décidé d'interdire Céline en France, René Angelil est devenu antisémite.

MUSIRONIE

Mon nom est personne

Pierre Arcand, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, montre son impatience envers l'industrie du gaz de schiste, et déclare qu'il faudrait bien que quelqu'un réglemente leurs activités.

Dérive sécuritaire

Barack Obama demande un renforcement des mesures de sécurité à la frontière canado-américaine afin d'éviter une autre visite de Stephen Harper.

MUSIRONIE



VALENTIN TARDI

SÉRAPHIN ILLUSTRÉ (Les 400 Coups) de Claude-Henri Grignon et Albert Chartier

Viande à chiens! Bouleau noir! Arc-en-ciel! Avec Séraphin, on a notre Harpagon ou notre Shylock pour nommer d'autres

archétypes de l'avarice érigée en banditisme. Il atteint un sommet quand, apprenant qu'un pauvre vieux qui lui doit de l'argent risque la faillite, s'en va cogner à sa porte; il le trouvera pendu... Et de s'exclamer : « Me v'la un assassin. ». Cette version illustrée par Chartier, mieux connu pour sa série *Onésime* (Le Bulletin des agriculteurs), réunit l'intégrale des planches de 1951 à 1970. Cette BD réaliste, presque anthropologique, rythmée par les saisons, montre la vie rurale québécoise d'avant l'automobile; la récolte se faisait à la faux, on se déplaçait à pied ou à cheval et l'eau d'érable se ramassait avec des gouterelles en bois!

LES GENS HONNÊTES, DEUXIÈME PARTIE (Dupuis) de Durieux et Gibrat

Un père, récemment séparé et chômeur, va de rebondissement en rebondissement pour redécouvrir l'amour et le sens de sa vie. Ainsi, il sera appelé à relativiser les diktats d'une classe au pouvoir poussant à l'esclavage. Heureusement pour lui, il découvrira un épicurien libraire d'occasion; occasion à saisir pour prendre la poudre d'escampette! Un style réaliste épuré et une galerie de personnages attachants.

LES GRANDS SOLDATS, UNE AVENTURE DE CATHAL CRANN (Gallimard) de Rivelaygue et Tallec

Anecdote militaire révélatrice de l'obnubilant désir de puissance qui n'a de cesse de sévir... On suivra donc un géant irlandais kidnappé pour être intégré, de force, aux grenadiers de Postdam, des géants rapaillés d'un peu partout en Europe pour garnir la garde personnelle de Frédéric-Guillaume Ier (1688-1740) surnommé « Roi-sergent »! Trame narrative vigoureuse et couleurs à l'avenant réalisées à la main contribuent à un livre solide qui ridiculise le roi, un fief crétin, et ses innombrables suiveux.

LES FABLES AUTONOMES (Fluide Glacial) de Ferri

Ferri est un particulier dans la BD... Son trait est un véritable paradoxe – à la fois ligne claire et un chouïa halluciné; également un esthète de l'encre de chine avec les nuances du lavis. Cet amant de la ruralité ramène une forme de poétique, de dialectique d'avec l'urbanité qui trouble ici et là le calme apparent de la nature, de l'agriculture. Cette dichotomie, Ferri la cultive également dans la relation homme-femme, qu'il caricature volontiers. Ces deux albums d'histoires courtes datant de 1996 et 1998 préfiguraient *Aimé Lacapelle* (Fluide Glacial) et *Le retour à la terre* (Dargaud) que dessine Manu Larcenet.

Le corps et le contrat chez Pateman

Carole Pateman s'attarde sur la question des rapports entre hommes et femmes dans le cadre de la prostitution, à tort considérés comme étant le fruit d'un contrat équitable entre deux parties. Au contraire, la prostitution a plutôt comme conséquence de reproduire une asymétrie dans les rapports hommes-femmes et dans leur conception de la sexualité : « Lorsque le corps des femmes est une marchandise mise en vente sur le marché capitaliste, les termes du contrat originel ne peuvent être oubliés : la loi du droit sexuel masculin est publiquement affirmée, et les hommes sont publiquement reconnus comme les maîtres sexuels des femmes; voilà ce qui ne va pas dans la prostitution. » (p. 287-88)

(...) L'analyse du « contrat sexuel » nous amène à aborder la question de la « propriété du corps », qui est souvent évoquée par les défenseurs du contrat social. Cette conception du corps comme un bien nous appartenant est utilisée de toutes sortes de manières. Ainsi, certains peuvent concevoir que l'avortement et la prostitution représentent deux manifestations de la façon dont on peut disposer de son corps, en étant son « propriétaire ». Or, on peut opposer à ce principe de propriété du corps (qui sous-entend, par ailleurs, que le corps est un bien au même titre qu'une marchandise), l'idée que le corps est inaliénable, ce qui est également une valeur importante des sociétés modernes. En tant qu'elle repose sur des demandes sexuelles et des desseins qui sont étrangers aux volontés personnelles de la personne qui se prostitue, la prostitution porte atteinte à sa personne. De plus, le lien intrinsèque entre la sexualité et l'identité fait en sorte que ce n'est pas seulement le corps qui est aliéné dans la prostitution, mais l'individu lui-même. Pateman insiste sur le fait que le soi et la sexualité ne peuvent pas être dissociés et qu'il apparaît trompeur et simpliste de considérer que la sexualité peut faire l'objet d'un commerce comme n'importe quel bien.

RHÉA JEAN

CONTRAT... OU TRAHISON?

MARTIN DUFRESNE

Les temps sont durs pour les violeurs. Leur recours au « consentement » implicite de leurs victimes ne convainc pas toujours, et le blâme de celles-ci commence à faire scandale. Julian Assange, qui avait cité en défense le chandail de cachemire rose d'une des femmes qui l'accusent de viol, se ridiculise en se plaignant de la publication de leurs plaintes et en traitant la Suède d'« Arabie saoudite du féminisme ».

Surtout, dans le dossier de la prostitution, de plus en plus de pays remettent en question ce que la philosophe politique Carole Pateman appelle « le droit sexuel masculin » d'accès au corps de femmes.

Étrange paradoxe

L'auteure du *Contrat sexuel* a cherché à comprendre pourquoi et comment le sacro-saint « contrat social », mythe fondateur du libéralisme, préservait obstinément la subordination des femmes. Sa réponse? Parce qu'elle la présuppose. L'individu républicain du XVIIe siècle était foncièrement Blanc et masculin, fort de deux autres contrats secrets : le *contrat d'esclavage* – évident dans les récits coloniaux qu'exhume Pateman – et le *contrat sexuel*, enfermement des femmes dans la vie domestique, retrouvé dans les écrits des pères du libéralisme : Hobbes, Locke et même à gauche, chez Proudhon. Pateman cite Mary Astell qui objectait déjà en 1730, « Si tous les hommes sont nés libres, comment se fait-il que toutes les femmes soient nées esclaves? »

Cette faille initiale de la société du contrat social, censé avoir aboli il y a trois siècles la loi du monarque et du père, trahit les femmes puisque ce contrat les subordonne alors même qu'il les enferme dans une fausse garantie d'égalité, les invitant à « faire comme si » elles étaient libres alors qu'elles restent clouées au féminin par le contrat sexuel.

Pour en finir avec le maître et l'esclave

C'est particulièrement clair dans les transactions qui portent sur leur corps. Pateman a analysé les contrats de mariage, de prostitution et de maternité de substitution. (*Le Contrat sexuel* a été écrit au moment de l'affaire Baby M, aux USA, où une mère dite « porteuse » avait refusé de remettre son enfant au couple acheteur.) L'auteure liquide l'illusion du « contrat comme ennemi du patriarcat, porteur du coup fatal à la domination sexuelle ». Axée sur une image de soi comme « individu propriétaire de son corps et faisant des choix rationnels » – un modèle aujourd'hui imposé même à gauche par la privatisation à outrance –, cette fausse libération enferme les femmes dans la soumission à celui dont le contrat fait leur maître : client, époux et père, acheteur d'enfant..., tous en droit d'exiger satisfaction, ce qui explique la violence infligée par les prostituées.

La version française de ce livre arrive au moment où la mondialisation force le déracinement des femmes par le trafic humain, l'achat d'épouses par correspondance dans les pays dévastés par la crise, et même la vente d'enfants au profit des touristes sexuels. Au Canada, on voit – avec le jugement Himel (*Bedford c. Canada*) – l'industrie du sexe réclamer à l'État une requalification des proxénètes et tenancier-e-s de bordel en « gardes du corps » et de l'ordre public... en échange de recettes fiscales.

Hommes nouveaux demandés

Pour la gauche et l'anarchisme, c'est le moment ou jamais, nous dit l'auteure, de cesser de mettre le sexe patriarcal à l'abri de toute critique, de reconnaître des limites à la liberté de l'individu et surtout de rompre leur silence sur la domination masculine : « Les hommes nouveaux ressemblent toujours étonnamment aux anciens : leurs libertés civiques ne perturbent pas l'ordre patriarcal. »

Une fascinante préface de la philosophe Geneviève Frasse rappelle d'autres espaces que le libéralisme classique où se multiplient aujourd'hui les ruptures du contrat de dupes trop longtemps imposé aux femmes : lois du divorce, luttes pour l'égalité, et échappée au « contrat hétérosexuel », avec Monique Wittig dont les essais viennent d'être publiés en français dans *Le chantier littéraire*.

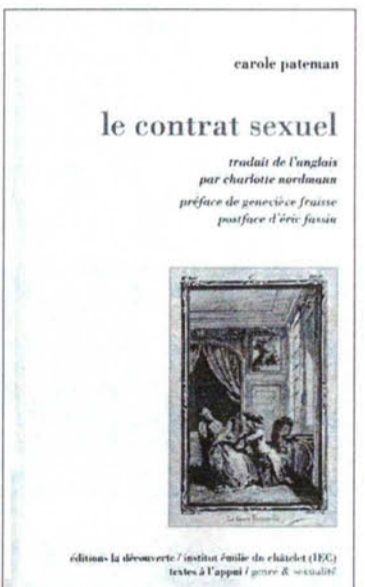
La banquise se disloque un peu. En Suède, les glissements d'Assange ont déclenché une passionnante série de témoignages de femmes sur d'autres « consentements » arrachés et sur le poids du silence à leur sujet¹. Au Québec, les ex-prostituées qui s'expriment dans le film *L'Imposture* font mentir les propos lénifiants de l'industrie. Les interlocutrices d'Eve Lamont exigent beaucoup plus que la réduction des méfaits, promesse de longue date au prix de la normalisation de leur condition. Au-delà du « choix » qu'on leur impute encore, des féministes ressource cent la gauche en mettant sur la table les enjeux du revenu garanti, du logement abordable, de la décriminalisation des femmes exploitées, de véritables emplois et ressources pour elles et pour tou-te-s les autres en santé et en éducation.

Comme quoi, un contrat, ça se déchire!

1 « Plantes et chucotements », O. Truc, *Le Monde*, 18 février 2011

Le contrat sexuel, Carole Pateman, Éd. La Découverte / Institut Émile du Châtelet, Paris, 2011, 332 p.

Le chantier littéraire, Monique Wittig, Presses universitaires de Lyon / Éditions Ixe, 2011, 224 p.



Cette violence qu'on ne raconte pas

EVE-LYNE COUTURIER

Le 11 février dernier, Laura Logan, journaliste de CBS, s'est fait agresser sexuellement et violemment par des hommes sur la Place Tahrir. Elle a été sauvée par l'intervention d'un groupe de femmes et de membres de l'armée qui se sont interposés. Maintenant de retour à la maison, elle s'en remet « bien ». Comment sait-on tout cela ? C'est que les médias se sont emparés de cette histoire. En trois temps.

Premier temps : CBS publie un communiqué de presse. La machine à rumeurs était déjà partie, plusieurs spéculaient sur ce qui s'était vraiment passé, alors le réseau a décidé de faire savoir, sans trop de détails, que leur journaliste avait été séparée de son équipe par la foule en délire, puis agressée. Les grands médias, réagissant au stimuli du communiqué de presse et touchés par l'expérience traumatisante de l'une des leurs ont à leur tour informé leur public de l'agression.

Deuxième temps : Certains journalistes/commentateurs récupèrent la nouvelle et, tout en admettant qu'il s'agit d'un geste affreux, pointent du doigt un ensemble de facteurs qui « expliquent » l'évènement, minimisant du coup sa gravité. On a droit à des anecdotes sur la vie sexuelle de la journaliste (elle aurait cumulé plusieurs amants en Afghanistan, dont un qui a divorcé pour elle), à des commentaires sur son « look » (en plus d'être une blonde, belle et provocante, elle a par le passé été mannequin pour des costumes de bain) et à des analyses de ses choix de vie (mère de deux jeunes enfants, elle se met elle-même en danger et refuse les compromis qui la mettraient en sécurité, comme par exemple : porter un voile). Somme toute, les articles choisissant cet angle sont peu nombreux, mais très dérangeants.

Pire est probablement la section des commentaires sur les blogues et sites de nouvelles. Là, on s'en donne à cœur joie pour dire, en termes voilés ou crûment qu'« elle l'a cherché ».

Troisième temps : En réaction outrée à l'analyse précédente et y voyant le discours classique qui blâme la victime de sa propre agression, on inverse le sujet pour expliquer les risques inhérents du métier de journaliste de guerre, que l'on soit homme ou femme. Exemples à l'appui, on cite des cas de journalistes kidnappés, battus, tués. On rappelle du même coup les difficultés particulières que les femmes vivent et traversent afin de faire le métier qu'elles aiment, et de le faire bien. Celles-ci connaissent les risques et les acceptent au nom du devoir de rapporter la nouvelle. On sort aussi des statistiques sur les viols, que ce soit à la maison ou à l'international, sur la difficulté à dénoncer. On cherche aussi à briser les tabous : non, les femmes violées ne le sont pas parce qu'elles sont « trop belles », non, ce n'est pas une question d'attirance physique, mais bien de pouvoir... Tous les viols sont haineux, toutes les agressions sexuelles sont à dénoncer et les coupables, à condamner.

Et bien entendu, que ce soit en deuxième ou en troisième étape, certain-e-s en profitent pour saupoudrer un peu de racisme sur ces « Arabes » qui n'ont aucun respect pour les femmes, encore moins et surtout si elles sont blanches, sur ces cultures qui ont besoin d'un dictateur pour les maintenir dans une oppression qui réprime leurs bas instincts.

Mais moi, j'attends encore un quatrième temps, que j'aurais aimé voir se poindre bien avant. Laura Logan a été agressée sexuellement à la Place Tahrir pendant les festivités qui ont fait suite à la démission de Mubarak. Elle était blonde et occidentale : elle était visible, visible médiatiquement. Qu'en est-il des autres femmes qui étaient là ? Celles qui étaient chez elles, qui étaient voilées ou non, qui se sont battues pour voir la chute d'un dictateur ? Est-ce que Laura Logan est la seule femme à avoir été agressée de toute la soirée ? De toutes les manifestations ?

Il suffit de s'intéresser un peu à la question pour

se rendre compte de la réputation que l'Égypte peut avoir, oui avec les femmes étrangères, mais aussi avec celles du pays. Le *Egyptian Center for Women's Rights* a publié de nombreux rapports sur la question, parlant d'une culture où les femmes hésitent à porter plainte par peur de se faire dire qu'elles ne sont pas assez « modestes » ou qu'elles devraient changer de comportements, d'habitudes.

Laura Logan est donc loin d'être un cas isolé. Pourtant, on ne semble parler que d'elle. On aurait pu utiliser son histoire comme tremplin pour aborder le thème difficile de la violence, sexuelle ou pas, qui a été vécue dans ces pays autocratiques ; essayer de voir comment la mobilisation citoyenne pour des réformes politiques et sociales a pu influencer les gens sur le terrain ; tenter de saisir les revendications parfois contradictoires de cet ensemble de groupes rassemblés dans la rue. On aurait pu en profiter pour rappeler que le peuple est multiple dans ses formes, ses valeurs, ses besoins ; pour « dépolir » un peu les mouvements citoyens que l'on voit à travers nos écrans ; pour chercher à comprendre l'impact d'années de répression cautionnée par l'Occident sur les rapports entre les gens...

Mais non. La réalité est beaucoup trop complexe pour être rapportée avec ses nuances. Les morts et les blessés sur le terrain nous ont été présentés comme des statistiques anonymes et vite oubliées. On les compte, mais on ne les raconte pas. Il faut une blanche victime pour que la violence se dise enfin, il faut des journalistes occidentaux barricadés dans un immeuble pendant les affrontements pour que l'angoisse de l'émancipation soit rappelée.

Encore beaucoup reste à faire, tant dans les pays qui ont fait fuir leurs dictateurs que dans ceux où on exige leur départ. Alors que les analystes nous disent craindre la récupération par des mouvements antidémocratiques, peut-être devrions-nous avoir encore plus peur de la récupération médiatique qui transforme l'effervescence d'un peuple en une protestation saisissable en un statut Facebook.

Égypte

Est-ce que Laura Logan est la seule femme à avoir été agressée de toute la soirée ? De toutes les manifestations ?

Un coup parti

L'instabilité politique qui contamine le Moyen-Orient préoccupe la communauté internationale, qui craint maintenant que les Palestiniens se révoltent.

MUSIRONIE

Cohérence

Le ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, répète que la famille de l'ancien président tunisien Ben Ali n'est pas bienvenue au Canada, pas plus que le restant des Arabes.

MUSIRONIE

Quand même

Afin de rassurer la communauté internationale, les Frères musulmans confirment être moins dangereux que les frères Bush.

MUSIRONIE

JE T'AIME, MOI NON PLUS

Le président américain a profité de la visite de son homologue canadien pour professer son amour de la langue française, une langue qu'il adore même s'il ne la parle pas. Stephen Harper a renchéri que pour lui, c'est exactement le contraire.

MUSIRONIE

Retour aux sources

Après Duvalier et maintenant Aristide, on vient de délivrer un passeport diplomatique à l'esclavage pour qu'il revienne aider Haïti.

MUSIRONIE

La « révolution » avortée

RÉVOLUTION, OU RÉVOLTE POPULAIRE ?

ROBERT BIBEAU

www.robertbibeau.ca/palestine3.html

Après trente années de gestation, le peuple égyptien, gros d'une révolution, a vu l'accoucheur de l'armée assassiner le bébé. Hosni Moubarak s'était engagé à quitter le pouvoir en septembre 2011, au terme de son cinquième mandat. Plusieurs centaines de martyrs et des milliers de blessés plus tard, les « révoltés du Nil »¹ auront obtenu qu'il avance sa démission de six mois et qu'en rédemption de ses crimes et de ses prévarications, il se retire, avec ses milliards de dollars, dans sa datcha de Charm-el-Cheikh, muni d'une promesse d'immunité de l'armée.

Il est utile de rappeler que le gouvernement du colonel Gamal Abdel Nasser a été mis en place, le 23 juillet 1952, à la faveur d'un coup d'État de l'armée égyptienne. Le successeur du colonel Nasser, le lieutenant-colonel Anouar el-Sadate, était issu des rangs de l'armée, tout comme son successeur à la présidence, le commandant Hosni Moubarak, qu'elle a soutenu dans ses projets de construction du Mur d'enfermement de ses frères arabes à Gaza, dans sa politique de démantèlement des capacités industrielles égyptiennes érigées sous Nasser et dans sa stratégie de soumission aux intérêts américains, ainsi que dans ses activités de collaboration amicale avec l'ennemi sioniste israélien, cela, sans la moindre défaillance, jusqu'au 11 février dernier.

Juste avant de tomber en disgrâce, le soldat Moubarak a nommé, avec l'assentiment de l'armée, le chef des services secrets de l'armée, le tortionnaire Omar Souleiman, au poste de Vice-président.

Sitôt installé au pouvoir, le 11 février 2011, le Conseil suprême des forces armées égyptiennes n'a rien eu de plus pressé que d'appeler à la cessation de toute manifestation. Il est rare que l'armée d'un régime militaire tyrannique soit une armée du peuple qu'elle a réprimée, pendant trente années. Il serait avisé de se méfier de tous ceux qui appellent à s'en remettre à l'armée pour

trancher en faveur du peuple qu'elle a réprimé : « L'armée, ce n'est pas la police, haïe pour son rôle répressif. Elle (l'armée) a joué un rôle national, s'est posée en défenderesse de la nation. Ce qui lui vaut un crédit moral. »²

Les États-Unis accordent une aide de 1,3 milliard de dollars à l'armée égyptienne afin de payer la solde de la piétaille et la fortune des hauts gradés. Qui stipendie l'armée dirige l'orchestre des militaires et des tortionnaires.

Reprenons le verbatim de cette révolte qui n'est jamais parvenue à se déployer en une révolution populaire anti-impérialiste.

Dès 2007-2008, le chômage endémique concernait la grande majorité (76 %) des jeunes diplômés. Le chômage frappait une partie de la classe ouvrière. Des grèves, pour la défense du pouvoir d'achat et pour l'emploi, bouleversaient le pays. Les ressources de l'État étant accaparées par l'armée et par une coterie corrompue, les prix des aliments furent augmentés. La rue se manifesta par des émeutes de la faim.

En janvier 2011, inspirés par les événements de Tunisie, de jeunes Égyptiens désœuvrés branchés sur Facebook entament un soulèvement populaire pour renverser le régime militaire. Les technologies nouvelles offrent des moyens de communication mais elles ne fournissent pas la conscience de classe, ni l'orientation révolutionnaire. Ces jeunes cyber-révoltés de la Coalition du 6 mai furent faciles à duper pour les vieux roublards de l'opposition patenée. Rapidement, tout ce qui grenouille de petits bourgeois intellos et de vieux politiciens sur le retour s'agglutinaient à ce mascaret. Divers comités de « contestataires » de la vingt-cinquième heure surgirent de partout et chacun tenta d'accaparer la direction de l'action désorganisée.

L'Ambassade américaine au Caire, désemparée, et l'armée égyptienne, prise au dépourvu, apprécièrent à sa juste valeur le service rendu. Partant d'une « Révolution » devant débouter un régime tout entier, les comploteurs se

retrovèrent face à une « révolte » visant à chasser un tyran, dont l'armée n'était pas mécontente de se débarrasser. En effet, le vieux rais cherchait à imposer son fils comme son successeur, un petit homme d'affaires médiocre n'ayant jamais appartenu à l'armée, et cela n'avait jamais fait l'objet d'un accord avec l'état-major.

Alors, plutôt que de jeter bas toutes les institutions et la vieille constitution et de créer une assemblée constituante pour en rédiger une nouvelle, un gouvernement provisoire, dirigé par un criminel du sérail, fut chargé de modifier quelques articles de la constitution en vigueur à la grande joie des petits bourgeois friands d'élections où le petit peuple aura l'opportunité d'entériner le choix de la gente armée. Tous les partis d'opposition pourront présenter un candidat à

Sans conscience et sans organisation révolutionnaire, voilà comment une « révolution » arabe se transforme en une « révolte » avortée.

l'élection à venir et le candidat financé par les Américains et soutenu par les médias officiels l'emportera à coup sûr. Au cas improbable où celui-ci n'y parviendrait pas, il serait toujours temps d'annuler l'élection et d'imposer un nouveau coup d'État de l'armée.

Dans le cas d'une « réussite » de ce plan et de la mise en place d'élections,

les Frères musulmans seront la fraction principale au Parlement. Les États-Unis encouragent ce cas de figure et ils ont, d'ailleurs, qualifié les Frères musulmans de « modérés ». C'est normal puisque les Frères musulmans laissent Israël libre de continuer à envahir la Palestine. Les Frères musulmans sont également en faveur du système de « marché » actuel, qui dépend totalement de l'extérieur. En réalité, ils sont également en faveur de la suprématie de la classe bourgeoise « compradore » au pouvoir et ils se sont opposés aux grèves de la classe ouvrière et à la lutte des paysans pour

préserver la propriété de leurs terres.³

Les jeunes internautes resteront désœuvrés et les ouvriers continueront de chômer ; le pain restera hors de portée, les riches rentreront bientôt pour la curée et les capitaux du Golfe reviendront arroser les rives du Nil et les stations balnéaires des côtes de la Méditerranée.

Le 14 février dernier, quelques jeunes cyber-militants naïfs ont rencontré les représentants de l'armée, qui leur a seriné quelques billevesées : « Nous avons rencontré l'armée (...) pour comprendre leur point de vue et présenter le nôtre », déclarent Waël Ghonim, un jeune informaticien devenu icône du soulèvement, et le blogueur Amr Salama, dans une note intitulée : « Rendez-vous avec le conseil suprême des forces armées » sur un site Internet pro-démocratie. Selon les jeunes

l'armée a également promis de « poursuivre en justice tous ceux qui sont accusés de corruption ». Les militaires, accusés d'avoir emprisonné et torturé des protestataires pendant la

révolte, se sont engagés à « retrouver tous les manifestants portés disparus ». L'armée ne promet pas d'arraisonner les coupables, mais de retrouver les victimes (mortes ou vivés)⁴. Sans conscience et sans organisation révolutionnaire, voilà comment une « révolution » arabe se transforme en une « révolte » avortée. Cependant, les peuples arabes poursuivent leur soulèvement spontané et je suis certain qu'ils ont retenu les leçons de ce soulèvement, qui n'est pas terminé.

1 Les voici, les révoltés du Nil. Robert Bibeau. 10.02.2011. <http://www.robertbibeau.ca/palestine/editio10022011.html>

2 « Entretien avec le sociologue Rachad Antonius ». *L'humanité*. 9.02.2011. KARIMA GOULMAMINE http://www.humanite.fr/09_02_2011-entretien-avec-le-sociologue-rachad-antonius-464661

3 *L'insurrection en Égypte*. Samir Amin. www.medelu.org 7.02.2011.

4 AFP. 14.02.2011. 10:38. Pays Égypte. GICL. FRS10780685. / AFP-Ok98.